

le monde libertaire

Licenciements massifs
Ils récoltent leurs profits
en semant la misère



M 02137 - 1458 - F: 2,00 €



2€

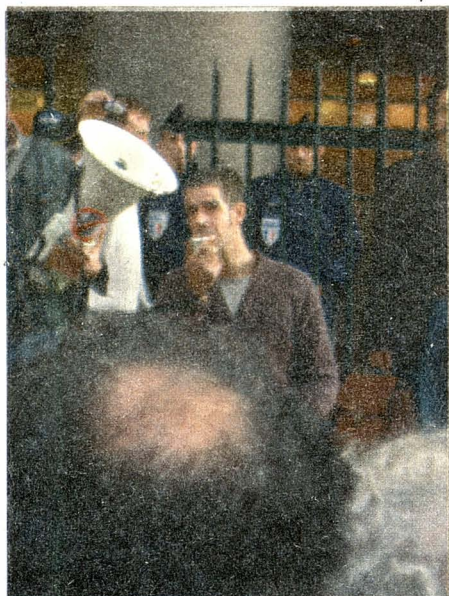
ISSN 0026-9433

« Servir, c'est la devise de tous ceux qui veulent commander. »

Paul Léautaud

hebdo n° 1458

du 7 au 13 décembre 2006



Nouvelles des **fronts**, par Hugues, page 4

Israël : Objecteur de conscience, par les relations internationales, page 5

L'autruche éternue, par F. Ladriss, page 5

Brèves de combat, page 6

Licenciements à Volkswagen-Forest, par Hertje, page 7

Fichage **ADN** et manipulation génétique, par un militant, page 9

De la **manipulation** des statistiques, par P. Noire, page 10

Réforme de l'enseignement public, par Romain, page 11

L'Émile perverti, par P. Schindler, page 13

Nouvelles de **Oaxaca**, par A. Stevens, page 15

Paroles de **poètes** révoltés, par B. Rey, page 16

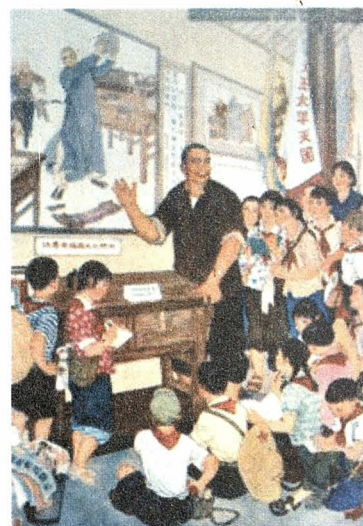
Lettres de Sacco et Venzetti : suite, page 17

Le charme discret de la **dioxine**, par Potkine, page 20

Les nouvelles figures mythiques du **cinéma** espagnol, par C. Passevent, page 21

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ☐ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Tarifs

(Hors-série inclus)

France

et DOM-TOM

Étranger

3 mois, 13 n^{os}

☐ 20 €

☐ 27 €

6 mois, 25 n^{os}

☐ 38 €

☐ 46 €

1 an, 45 n^{os}

☐ 61 €

☐ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Pas de trêve des confiseurs pour les licenciements

Que de licenciements ces temps-ci ! Mais qu'est-ce qui peut bien provoquer ce dégoût et cette peur des licenciements massifs dans la population ? La nécessaire productivité des salariés dans ce monde capitaliste concurrentiel ? L'incapacité des États à remédier à ce genre de situation ? Les « dangereux travailleurs chinois » prêts à bosser pour deux euros brut de l'heure ? Le progrès technique qui vous remplace et vous fout à la rue ou vous oblige à recommencer un nouveau boulot ? Un peu de tout cela probablement.

« C'est inéluctable, vous diront ces chers libéraux, on ne peut faire autrement. » « Mais on pourrait mieux redistribuer les richesses, réplique le social-démocrate (extrême gauche comprise), les bénéfices des entreprises sont colossaux. » Et s'ensuit ce répugnant débat, imprégné de patriotisme, de corporatisme, de morale religieuse qui nous aime pauvres et obéissants, de cet horizon indépassable de l'économie capitaliste.

Pourtant il y a bien deux siècles que l'on connaît les méfaits de ce système. N'en a-t-on tiré aucune leçon ? Nos spécialistes en tout genre n'ont toujours pas résolu cette injustice qui veut que ceux qui travaillent ne soient pas rémunérés à leur juste valeur : qu'un patron soit travailleur, intelligent, prêt à prendre des risques énormes, il n'en résulte pas moins que ses seuls bras ne suffisent pas à faire tourner la boutique, et encore moins l'ensemble de la société. Cette dernière est et restera toujours le fruit des forces collectives qui la maintiennent. Et la propriété privée est et restera toujours, par conséquent, une injustice pour celles et ceux qui produisent (réellement) les richesses. L'outil de travail doit donc nous revenir à toutes et tous en toute légitimité.

Mais alors, comment arriver à cette révolution mondiale en attendant la grève générale ? « Organisons-nous, élargissons notre Association, mais en même temps n'oublions pas de la consolider, afin que notre solidarité, qui est toute notre puissance, devienne de jour en jour plus réelle. Devenons de plus en plus solidaires dans l'étude, dans le travail, dans l'action publique, dans la vie. Associons-nous dans des entreprises communes pour nous rendre l'existence un peu plus supportable et moins difficile ; formons partout, et autant qu'il nous sera possible, ces sociétés de consommation, de crédit mutuel et de production, qui, tout incapables qu'elles sont de nous émanciper d'une manière suffisante et sérieuse dans les conditions économiques actuelles, habituent les ouvriers à la pratique des affaires et préparent des germes précieux de l'organisation de l'avenir. » Au sujet de l'organisation internationale du prolétariat, Bakounine n'a pas pris une ride...

Il semblerait que la fusion GDF/Suez soit reportée après la présidentielle. Donc, celle ou celui qui aura en mains les rênes des pouvoirs publics, qui sera à la tête de l'État, endossera la responsabilité¹. Pour les problèmes importants, qui touchent au tiroir-caisse, il faut donc une direction centrale...

Mais pour les licenciements, pas de trêve pendant la course (avec obstacles divers) pour la charge suprême. À l'heure où boucle le Monde libertaire, Libération est en grève. Pour combien de temps ? pour aller où ? pour quel avenir ? On verra. Au Parisien libéré, les 35 heures sont remises en question, dénoncées par la direction. Faut appuyer sur les manettes, damer le pion à l'électronique. Dans le même temps, le quotidien de feu Émilien Amaury, comme d'autres journaux hexagonaux, investit dans un journal en ligne. Quand les projets de journaux gratuits montrent la tête et puis clapotent, y'a des soucis à se faire. Comme les syndicats du Livre (qui sont plus que jamais l'ombre d'eux-mêmes, sans parler du Syndicat des correcteurs qui, de citadelle libertaire, devient peu à peu une coquille vide...) s'empêchent dans le combat des chaises musicales entre composantes des métiers de l'imprimerie et journalistes, on laisse la place au politique².

Au PS, Anne Hidalgo, secrétaire nationale à la culture, et Stéphane Pellet, délégué national chargé des médias, veulent une « table ronde d'urgence ». Comme ils disent : « Il n'est pas pensable que l'enjeu démocratique d'un scrutin majeur soit terni par l'annonce de plans sociaux dans les médias. »

Mais ces braves gens feignent de ne pas voir le problème dans son ensemble ! Que la presse en général soit au même régime que la production des boîtes de petits pois a balayé des siècles de négociation entre « gens du métier ». Cela les gêne dans la promotion des prétendants à la charge suprême mais le passage à la moulinette des lambeaux du Code du travail ne semble pas être au centre de leurs soucis.

Que les collectifs antilibéraux se rassemblent, qu'ils désignent leurs candidats, n'est pas du champ politique des militantes et militants du mouvement libertaire. Que José Bové (qui s'est réclamé de Pelloutier et de la CNT espagnole) ou Olivier Besancenot (qui s'est raccroché au drapeau rouge et noir et à

Louise Michel...) veulent faire cavaliers seuls, cela nous importe modérément. Modérément par ce que tout ce qui concerne le mouvement social (aussi dans sa voie électoraliste) nous intéresse même si ce n'est pas notre choix.

Toutefois, le mouvement social français du XXI^e siècle a-t-il pour devenir la tradition de la Grande-Bretagne du XX^e siècle, quand le mouvement ouvrier envoyait le Labour porter les revendications à l'État, la pression des masses populaires ne suffisant plus à la transformation sociale, à l'avenir d'un autre futur ?

Dans une relative obscurité, le problème de la représentativité des syndicats suit son chemin. Problème simple apparemment, dans une entreprise donnée, tel syndicat représente une réelle force (nuisance selon les sources patronales), donc il peut être représentatif, mais, au niveau national, il y a d'autres règles qui viennent, disons tout, de la Libération. D'où premier tour pour les représentatifs et second pour les autres, dans le secteur privé bien sûr. Donc les « nouveaux syndicats » (Unsa, SUD, CNT), même s'ils sont majoritaires dans l'entreprise, peuvent être doublés par d'autres homologues au niveau national mais non présents dans l'entreprise. Comme on a pu l'entendre à Chroniques syndicales, quand les camarades de SUD (Virgin) se sont opposés à des gens de la CFDT qui n'étaient pas à jour de leurs cotisations syndicales, voire...

Face à la vague de licenciements, de délocalisations, qui déferle à travers l'Hexagone, le problème est planétaire. Mais les divers efforts internationaux sont-ils à la hauteur ? Faut se poser la question et y apporter des réponses.

Jean-Pierre Germain

1. Donc, tristement, on peut dire que l'avenir de Gaz de France est entre « les mains des électeurs ». Plus question de rassemblement syndicaliste, de rapport de force du monde du travail.

2. Dans les années 1970, après le conflit du Parisien libéré (qui avait duré près de deux ans), les syndicats du Livre CGT avaient obtenu un « chèque en blanc » du patronat pour la paix sociale. Entre-temps il y a eu la photocomposition puis Internet et une seule chaise pour 3 ou 4 postes de travail !

Nouvelles des fronts



Nous ne sommes pas des marchandises dont on se débarrasse, même avec indemnité de licenciement
le personnel en colère

VILVORDE, ACTE II. Après le « Produisons français » des staliniens nationalistes des années 1975-1980 et sa version « nationalisme économique » des libéraux jacobins de 2006, en voici la résultante : le « sacrifions belge » ! Face à notre incurie internationaliste, les patronats nationaux, soucieux de leurs anciennes images sur leurs territoires et de leurs porte-monnaie, préfèrent dégraisser hors de leurs frontières « naturelles ». Ainsi, après Renault en 1997, qui a saqué 3 100 métallos, voici Volkswagen, qui s'apprête à en virer 4 900 sur les 6 000 que compte le site de Forest en Belgique.

Et, une fois encore, nos réponses ne sont pas à la hauteur des enjeux, la CGT-Billancourt est morte et enterrée et la grande et puissante DGB fait pipi dans sa culotte de peau... Sans solidarité, nous ne sommes rien, sans solidarité, ils sont tout. Eux, au moins, l'ont compris et on peut s'attendre, en Belgique où ailleurs, à un acte III. « Non point ! s'exclame l'enthousiaste, maintenant nous avons la CSI (Confédération syndicale internationale), forte de 167 millions d'adhérents. » Mais qu'on ne s'y trompe point, il ne s'agit que d'une pâle copie de la vieille AIT et, de fait, d'un ramassis de bureaucrates – même si dans ses rangs il y a des militants sincères et honnêtes – de la CISL qui rime avec CIA, de bouffeurs d'hosties de la CMT et des staliniens repentis de la moribonde FSM (voir *ML*, n° 1455). Rien à espérer de ce côté, tout est à reconstruire, haut les cœurs !

De fait, des petits Vilvorde, il y en a partout et tous les jours. Airbus va liquider 3 000 à 5 000 de ses sous-traitants dans le cadre de son plan de redressement baptisé Power 8 (pour eux, c'est comme au cinéma), combien d'emplois sur le carreaux ? Bosch prévoit d'en supprimer 230 à Mondeville (Calvados) d'ici à 2009 ; Corsair dégage plus de 10 % de son effectif, soit 211 postes en chute libre. Le secteur de l'habillement porte le deuil d'une

Chine semi-esclavagiste conquérante. Après Dim, il a quelque temps, ce fut le tour d'Aubade de menacer de 180 licenciements. Aujourd'hui, c'est le temps des collants Well au Vigan dans le Gard où 300 emplois filent un mauvais coton ; celui des maillots de bains Aréna à Libourne en Gironde qui coulent 169 salariés, et, faute d'un bon coup de pied au cul au patron, ce sont les 103 prolos du chausseur Kélian qui se font la malle. Dans les Ardennes, on liquide le reste de l'industrie et 480 emplois vont disparaître. Bientôt un désert industriel de plus. Rien que des petits Vilvorde qui, à chaque fois, laissent un territoire sinistré, brisent des vies au nom du profit. Mais avec la CSI, ils vont voir ce qu'ils vont voir, nom de dieu !

Quant à Libé, toujours à l'agonie et toujours vivant, on y attend un nouveau plan « social », entre 70 et 100 suppressions d'emplois, et à la clé un nouveau projet éditorial de « gauche ». Projet qui, à l'évidence, démarre sur les chapeaux de roue, les nouveaux-futurs chômeurs ne cessent de s'en réjouir. Pour les derniers Moulinex, rien ne va plus et les 143 emplois restants sont à leur tour menacés. Vilvorde partout, justice nulle part !

Et pourtant, ça bouge encore. Grève à Radio France Internationale (RFI), la radio de la Francafrique où, paradoxalement, il se dit parfois des choses très intéressantes. Les salariés y craignent un plan social suite au désengagement financier partiel du ministère des Affaires étrangères. Grève à la SNCF contre les menaces sur le fret. Grève dans les tris postaux d'Île-de-France durant quatre semaines, grève nationale dans le même secteur le 14 novembre contre le projet européen de libéralisation du courrier. Grève aux impôts, toujours le 14, ainsi que le 30 novembre, contre les 5 000 suppressions de postes annoncées d'ici à cinq ans et la dégradation des conditions de travail. Grève illimitée

encore à Toulouse à La veille sociale en solidarité pour protester contre la pénurie de places d'hébergement pour les précaires. Débrayage dans le groupe Nestlé face à une nouvelle politique industrielle menaçant l'emploi. Séquestration chez Duralex (*sed lex*) à Rive-de-Gier où le patron a vécu les joies de l'action directe et a craché les 220 000 euros d'indemnités de licenciement qu'il devait encore aux 85 licenciés de 2005. Chez Picard, la CGT ne manque pas d'humour : elle a appelé à manifester le 20 novembre devant le siège social du groupe contre le gel des salaires et, dans cette taule, en matière de gel, on sait de quoi on parle.

Enfin, sur le reste du front, ce n'est pas plus brillant. Des milliers d'étudiants anglais s'endettent ou se prostituent pour payer leurs études ou y renoncent tout simplement (moins de 13 500 inscriptions à l'université), surtout dans les couches populaires, on l'avait deviné. 46 millions d'États-Uniens sont sans assurance maladie, soit 1 sur 6. 40 % des Français se disent victimes de discrimination à l'embauche : soit t'es trop Black, soit t'es trop vieux, soit t'es trop handicapé, soit t'es trop jeune, soit t'es trop femme. Les suceurs de sang veulent du premier choix. Encore un moyen de faire baisser les salaires, car, si enfin tu trouves, tu t'écrases... Une bonne nouvelle pour finir, que le prolo vietnamien se réjouisse : son État-patron stalinien vient d'entrer à l'OMC. C'est pour le travailleur la garantie d'une vraie politique libérale. En d'autres termes, la même chose qu'avant, mais avec la bénédiction du capital. Bien venu parmi nous camarade, tu reprendras bien un coup de pif à 500 euros la bouteille provenant des caves de la mairie de Paris.

Hugues

Groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste

Objecteur de conscience

LE 15 OCTOBRE 2006, un jeune objecteur de conscience, Omri Evron, a été condamné à deux semaines de prison pour refus de faire son service militaire dans Tsahal, l'armée israélienne (voir le *Monde Libertaire*, n° 1452). Le 5 novembre, ce même militant commença à purger une seconde peine pour ce même « crime » : le refus de s'engager dans l'armée et de porter l'uniforme.

Lors de son enfermement, Omri a été sévèrement puni pour son refus d'engagement et s'est vu envoyé en cellule d'isolement. Lors de sa détention, il a été laissé en sous-vêtements et s'est vu refuser son droit d'avoir des livres avec lui.

Ayant constaté la négation de son droit aux livres en cellule d'isolement, ses avocats et amis militants qui suivaient la situation de près ont augmenté la pression. Les autorités de la prison ont fini par lui donner accès aux « textes sacrés » et lui ont fourni un livre de prières juives. En réponse à cette provocation, la famille, les amis et les avocats étaient révoltés, mais ont continué à lutter. Belle ironie : Omri a fini par avoir accès aux « textes sacrés » de plusieurs religions – la Bible, le Coran et le Nouveau Testament ! La lutte continue pour qu'Omri obtienne un réel accès aux (vrais) livres.

Omri maintient qu'il refusera toujours de porter les armes et d'être un acteur de l'occupation palestinienne. Il est fermement contre l'occupation militaire israélienne car celle-ci engendre et aggrave la haine et la terreur entre les populations palestinienne et israélienne.

Des messages de solidarité (et des livres !) peuvent être envoyés à :

Omri Evron (Military ID 6153157)

Prison 4

Military Post 02507

IDF, Israël

Depuis 2000, le nombre d'objecteurs de conscience en Israël augmente. Tandis que les hommes qui étudient dans des institutions religieuses juives ou druzes peuvent bénéficier d'une suspension des obligations du service militaire en Israël, les objecteurs de conscience se voient presque systématiquement emprisonnés et condamnés de manière répétée pour les mêmes raisons.

L'emprisonnement d'objecteurs de conscience est une violation aux droits humains à l'objection de conscience tels que définis par l'article 18 du pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'emprisonnement répété d'objecteurs pour un même « crime » est également une infraction à l'article 14 de ce même pacte. Le silence international à dénoncer non seulement l'occupation et la destruction de l'armée israélienne mais aussi le traitement de ceux et celles qui refusent de porter l'uniforme de Tsahal nous montre à quel point la « communauté » internationale (d'États capitalistes) est prête à détourner la tête des droits fondamentaux, lorsqu'il s'agit d'Israël, où le marché d'armes et les intérêts fleurissent.

Le Secrétariat aux relations internationales
de la Fédération anarchiste

Le pays où tout est possible

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, qu'entends-je ? Bové, qui la ramène, et claque la porte du mouvement « antilibéral » puisqu'il n'a pas été, comme il s'y attendait, proclamé candidat par acclamations. Cependant ses copains, qui ne l'avaient pas vu rentrer, ne l'ont même pas entendu sortir. « **Je ne vais pas me vendre. On n'est pas des savonnettes !** » a tenté le moustachu. Personnellement, j'attends toujours qu'on m'explique la différence entre les élections et une pub pour Monsavon.

Dans la même interview, José a tenu à préciser la raison pour laquelle ses pairs ne l'avaient pas choisi : « **Il se peut que j'aie une trop grande gueule, et que ma trop grande visibilité puisse faire de l'ombre.** » Cela dit en toute modestie...

Modeste d'entre les modestes, Villepin, à défaut d'entrevoir la possibilité de devenir en 2007 maître de l'univers, s'approprie à l'avance la victoire éventuelle de son mentor : « **Les résultats d'hier, c'est la légitimité des propositions de demain.** » Certes c'est clair comme du Raffarin, mais en langage courant cela signifie : si on gagne, c'est parce que moi, Galouzeau, j'ai fait reculer le chômage de 0,2 %. Surtoit ne lui dites pas que le CPE est mort, il le croit entré en vigueur...

La Galouz' cependant se fendit d'une jolie sortie, le jour où Sarkozy annonçait sa candidature (mais c'est un pur hasard) : « **La politique n'est pas une affaire de mode. Ce n'est pas parce qu'on est à la mode le lundi qu'on est à la mode le mardi.** » Ah ! Une fois de plus la preuve est faite qu'à l'ENA on apprend des choses.

Nul doute que Raoul, lui aussi, a dû faire l'ENA. Vous ne connaissez pas Raoul, Raoul Marc (quelle poésie !) Jennar ? Il s'agit d'un nouvel héraut de la gauche de la gauche de la... Ce cuistre, cette engeance, du haut de sa tribune stalino-brejnevienne, a exhorté la foule en liesse (seize personnes, en comptant sa mère) à « **ne pas se résigner à voir le drapeau de la révolte tomber des mains de Rosa Luxembourg dans celles de Ségolène Royal** ». Saisissant raccourci, Raoul. Mais t'inquiète pas pour le drapeau : pendant que tu glandouillais on s'en est occupé, bonhomme.

Pendant ce temps ses copains « antilibéraux » peinent toujours à nommer leur candidat, et la LRC, elle, n'en finit plus de boudier : « **S'empailler sur le casting, c'est sans nous** », a maugréé Besancenot. Eh oui, la politique spectacle, c'est pas son truc au facteur, il l'a encore répété hier sur le plateau de Patrick Sébastien...

Pour finir, petit florilège des déclarations de l'homme de la semaine, j'ai nommé monsieur le toujours ministre de l'Intérieur, qui créa la surprise en se déclarant candidat. « **C'est une décision mûrement réfléchie. À titre personnel, elle n'était pas évidente.** » (Ça, ça veut dire que Cécilia s'est rebarrée à New York...) « **L'ordre n'est acceptable que s'il est en mouvement.** » Autrement dit, un CRS, ça doit savoir courir. Son ambition ? « **Faire de la France le pays où tout est possible.** » Mais la France, petit homme, est déjà le pays où tout est possible, même le pire. Tu en es la preuve vivante.

Frédo Ladrissé

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

La CNT boutée hors de La Poste

La CNT-PTT se voit privée de tous ses droits syndicaux à La Poste suite à un accord signé par toutes les organisations syndicales le 28 janvier 2006. Sud et la CGT se sont abstenues, mais ne se sont pas opposées, ce qui aurait eu pour conséquence le rejet de cet accord car ces deux syndicats sont majoritaires. Les droits élémentaires que les délégués syndicaux avaient depuis vingt ans, distribution de tracts, panneaux syndicaux, locaux, leur sont à présent retirés. Pour le syndicat anarcho-syndicaliste, « cette attaque vise l'ensemble de la CNT et du syndicalisme de combat ».



Peine très légère pour un condor assassin

En appel, le tribunal de Bobigny a reconnu la culpabilité d'Axel Dallier, vingt-six ans, le chef d'escorte, pour « homicide involontaire » en raison d'un « manquement à une obligation de prudence et de sécurité ». Dans ses motivations, le tribunal a considéré que le « pliage » prolongé, qui avait entraîné le malaise du jeune homme, « ne correspondait pas à un usage nécessaire et strictement proportionné de la violence », ainsi que le préconise le code de déontologie de la police. Les deux collègues d'Axel Dallier ont été relaxés, le tribunal estimant que, dans leur cas, la causalité entre les gestes exercés sur la victime avant le décollage de l'avion, dans la nuit du 16 au 17 janvier 2003, et la mort n'était pas clairement établie. Pas trop cher payé, pour une mort d'homme !

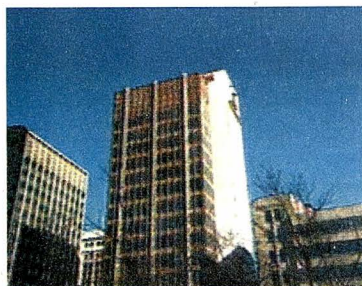
Les prostituées de plus en plus malmenées

Selon les derniers chiffres publiés, sur les 18 000 prostituées « visibles », plus de 80 % sont d'origine étrangère. Pour la plupart originaires de Roumanie ou de Bulgarie, elles sont exploitées par des proxénètes très violents. Beaucoup de groupes mafieux se sont adaptés aux nouvelles législations et organisent une prostitution de plus en plus mobile, difficile à contrer. La plupart des associations féministes plaident toujours pour la pénalisation du client, comme

cela se pratique en Suède. À ce jour, en France, les clients ne sont inquiétés que lorsqu'ils profitent d'une personne faible ou d'un mineur. En 2005, ils ont fait l'objet de 31 procédures... contre 767 condamnations pour les prostituées, dont 70 peines d'emprisonnement prononcées (dont 8 assorties d'une partie ferme), 643 amendes avec un montant moyen de 348 euros. « De victimes, les prostituées sont devenues criminelles », s'inquiète le Nid, l'association de prévention et d'aide aux prostituées, qui ne se prononce pas pour autant pour la pénalisation du client.

270 salariés licenciés sur le site de Hellemmes

La direction de l'imprimerie Québecor annonce la fermeture progressive du site, avec cessation d'activité et licenciement de 270 salariés, dont 40 travailleurs précaires. Pourtant, l'usine tourne et son cahier de commandes est considérable. Elle est, de fait, économiquement viable, mais, selon UL CNT de Lille : « Comme pour de nombreuses autres, elle ne fait pas assez de profits, ne satisfaisant pas les actionnaires. C'est vrai que 15 millions d'euros de dividendes en 2006 et 5 millions prévus en 2007, c'est peu ! »...



Les séropos en colère contre les dentistes

Une quinzaine de militants d'Act Up-Paris (dont deux militants du groupe Claaaaaash) ont interrompu la session du congrès annuel de l'Association dentaire française consacrée au thème « Hygiène et asepsie ». Ils ont obtenu d'y intervenir à 15 heures. Ils entendaient dénoncer les refus de soins dont de très nombreux séropositifs sont victimes de la part des chirurgiens-dentistes. Un refus odieusement discriminatoire qui tend également à démontrer une méconnaissance, voire un mépris des règles fondamentales d'asepsie. D'après le sondage réalisé en 2005 par Sida Info Service sur les discriminations dont font l'objet les séropositifs, 45 % des personnes interrogées se sont déclarées victimes de discrimination de la part du milieu médical, premier domaine de

discrimination. De manière récurrente, les dentistes sont cités comme les plus concernés par ces pratiques.

Le bon côté du manche !

Selon le quotidien « Franche Paire » qui a enquêté auprès de policiers en leur demandant de « souffler dans le ballon » : « Il n'y a pas de dépistage systématique de l'alcoolisme dans la police ». Le journaliste a interrogé 5 policiers, dont 4 ont refusé de répondre à l'enquête. Le journal rappelle que « les policiers ne font pas l'objet de contrôles anti-alcoolémie dans le cadre de leur activité professionnelle, alors qu'ils soumettent à l'éthylomètre de plus en plus de citoyens ordinaires et que seules existent des visites médicales obligatoires, au rythme d'une tous les 5 ans, qui ont un caractère général et ne portent donc pas uniquement sur le problème de l'alcoolémie ».

Retrait du projet de loi sur la délinquance

Un collectif se déclare prêt à entrer en résistance pour le retrait du projet, qui devrait concerner les boucs émissaires : mendiants, SDF, prostituées, immigrés, Roms, gens du voyage, jeunes, familles considérées comme défaillantes et laxistes. Le Collectif national unitaire de résistance à la délation (CNU) considère le texte comme un véritable « projet de société, une société de surveillance, de culpabilisation et de délation ». Samedi 18 novembre 2006, le collectif a organisé une manifestation rassemblant, selon les associations, plus de 15 000 personnes à Paris et dans une vingtaine de villes de région.



Volkswagen-Forest

ou le fantôme de Renault-Vilvorde



4 000 travailleurs licenciés dans une quasi-indifférence de la part des syndicats européens. Que reste-t-il de la solidarité internationale des salariés? Les patrons sans frontière jouent du patriotisme économique pour nous diviser, afin de mieux régner sur leurs empires. Le spectre de la fermeture de Renault-Vilvorde entraînant des grèves au niveau européen semble s'estomper dans les limbes de l'histoire...

MERCREDI 21 NOVEMBRE, Forest, un ciel bas: la direction de Volkswagen a coupé le moteur. Terminus pour 4 000 travailleurs, dont certains affichent plus de vingt ans de boutique au compteur. Sans parler des 8 000 à 10 000 sous-traitants de VW-Forest qui pourraient aussi passer à la trappe. Autant de foyers où l'on va compter chaque euro en fin de mois. Telles sont les conséquences du rapatriement de la production de la Golf en Allemagne, à Wolfsburg et à Mosel. Objectif des patrons: restructurer au niveau international et économiser 7 milliards d'euros d'ici à 2008...

Après Clabecq, Renault-Vilvorde, Ford-Genk, la Sabena et bien d'autres, l'ultralibéralisme vient de faire de nouvelles victimes. Pourtant, les travailleurs de VW ont consenti durant des années à plus de « flexibilité » et à la « modération » salariale. Cela n'a manifestement pas suffi à calmer l'appétit des actionnaires. Quel travailleur voudrait encore négocier sa peau avec de tels cannibales?

Les 1 500 travailleurs qui conserveront leur poste à l'usine seront, quant à eux, soumis à une pression encore plus forte, à de nouveaux sacrifices. Le tout, sans garantie sur le long terme: l'entreprise n'est pas « rentable » avec si peu d'effectifs. Par ailleurs, si Forest devait continuer à produire de 60 000 à 80 000 Polo en 2007, cela ne suffirait pas: le seuil de « rentabilité » de l'usine est fixé à 200 000 voitures par an...

Mais les 1 500 qui resteront en piste, qui sont-ils? L'espoir de faire partie des rescapés expliquerait-il le calme relatif des travailleurs? À moins que ce ne soit la possibilité de monter la nouvelle Audi A1, évoquée par la direction de VW, qui les fasse « saliver »? Quoi qu'il en soit, les piquets sont, hélas, bien maigres

devant les grilles de l'usine. La colère ne gronde pas comme ce serait le cas s'il y avait fermeture totale.

Les bénéficiaires des uns ne sont pas ceux des autres

La délocalisation de la production de Forest a été décidée en fonction de critères de rentabilité immédiate au moment où la direction de Volkswagen vient d'obtenir, dans ses usines allemandes, un allongement du temps de travail sans augmentation de salaire, comme le souligne *l'Humanité*. « Surcapacité », se défendent les dirigeants des groupes. Il s'agit plutôt d'une volonté de surprofit et de surexploitation.

Ce licenciement massif est un camouflet pour les hommes politiques belges qui, côté cour, imposent de nouveaux sacrifices aux travailleurs mais qui, côté jardin, flattent les patrons. À quoi ont donc servi les dizaines de milliards d'euros d'aides publiques et de ristournes de cotisations sociales accordées aux entreprises depuis dix ans?

Le modèle social-démocrate vient de démontrer son impuissance à contrôler le libéralisme débridé qu'il a encouragé... Résultat: les patrons engrangent les bénéfices tandis que la population supporte le coût social des démantèlements et des délocalisations. Rien que pour le premier semestre 2006, VW a enregistré 1,2 milliard d'euros de bénéfices et, pourtant, le constructeur d'automobiles restructure... Il est dès lors inimaginable que les travailleurs quittent l'usine sans l'argent auquel ils ont droit!

Comme si l'impuissance de l'État ne suffisait pas, celui-ci a mobilisé les forces de l'ordre en nombre afin de prévenir tout

Hertje

VW a enregistré 1,2 milliard d'euros de bénéfices et, pourtant, le constructeur automobile restructure...

« débordement » après l'annonce de la restructuration. Cependant, plusieurs membres du gouvernement ont affirmé, le 21 novembre, « comprendre la colère des travailleurs ». Concrètement, au côté de qui l'État est-il ?

Encore baisser les salaires ?

Pour éviter que les entreprises ne ferment leurs portes, certains employeurs préconisent encore et toujours de baisser les salaires, de manière à rendre le travailleur belge plus « compétitif ». Mais Paul De Grauwe, économiste de la KUL, estime dans *LeVif -L'Express* que « faire croire qu'en diminuant les coûts salariaux on va maintenir l'emploi industriel est archifaux. Au regard de leur productivité, les salaires des ouvriers belges ne sont pas excessifs. La première cause des suppressions d'emplois, c'est le progrès technologique ».

Baisser les salaires, voire les écraser... Augmenter le temps de travail, voire l'étirer... Derrière ces « variables » du business — qui l'oublierait ? — il y a le quotidien des travailleurs avec des hauts et des bas... Ce jeu de Yo-Yo durera aussi longtemps que le salariat et aussi longtemps que la propriété privée, à l'origine de ce rapport de domination. Dans une société de classes, les revenus seront toujours inégalitaires.

Réduire le temps de travail, partager les richesses

Le chômage de masse et la précarité érigée en norme sociale plongent des milliers de travailleurs dans l'insécurité et la misère. Un constat fait aussi par nos camarades d'Alternative libertaire. Les chômeurs sont soumis à un contrôle social permanent et culpabilisant : sanctions et radiations s'accroissent avec pour objectif de faire baisser le nombre de demandeurs d'emploi inscrits, alors que dans le même temps les licenciements et les « plans sociaux » (Sabena, Volkswagen et on en passe...) se multiplient et que le travail précaire explose sous forme d'intérim, de temps partiel imposé... Les femmes, les immigrés, avec ou sans papiers, et les jeunes d'origine étrangère sont le plus durement frappés par cette politique.

Le chômage est l'arme de destruction massive la plus efficace pour le patronat et le gouvernement. Il permet d'exercer une pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail des salariés et de contraindre les chômeurs et les chômeuses à accepter des emplois au rabais. Le licenciement des salariés de VW, âgés en moyenne de 42-43 ans (et à juste titre sceptiques sur leur perspective d'avenir), va encore hausser la pression sur le marché du travail.

L'augmentation immédiate des minima sociaux est une mesure d'urgence face à la dégradation des conditions de vie des plus précaires.

Par ailleurs, il est temps de repenser le travail alors que des jeunes passent sans transition de l'école au bureau de chômage, d'autres se retrouvent sans boulot du jour au lendemain ou galèrent, quand nos anciens n'en peuvent

plus de bosser. Pour en finir avec le chômage et éradiquer le travail précaire, il faut imposer une redistribution générale des richesses et une réduction massive du temps de travail. Pourquoi, par exemple, ne pas passer à la semaine des 32 heures, avec maintien du salaire, si moins de voitures devaient sortir de VW ? Et ne pas encourager les départs à la retraite à 55 ans dans les secteurs lourds comme celui de la métallurgie ?

Il est peut-être temps aussi de réfléchir sur les véhicules : la diminution de la production de voitures est l'occasion de s'interroger sur l'embauche dans le développement des transports en commun. Une piste verte à l'heure des débats sur les changements climatiques. La nécessité de réduire les gaz à effets de serre implique que l'on tende vers une baisse du nombre d'automobiles.

Des cellules de reconversion vont être créées et les formations orientées vers le secteur des constructions métalliques où l'on engage encore. Tant mieux. Mais, ce faisant, le gouvernement n'assume-t-il pas l'inconséquence des patrons ? Si les travailleurs contrôlaient leur outil de production, cela se produirait-il ? Si l'on exigeait le retour des millions investis d'aides publiques, une entreprise comme VW ne réfléchirait-elle pas avant de claquer la porte ?

Nationalisme économique ?

Le gouvernement belge se plaint du nationalisme allemand, de l'égoïsme du syndicat allemand IG-Metall, du manque de marché libre. Mais les 35 millions d'euros que le gouvernement a investi dans l'Automotive Park afin d'ancrer VW en Belgique, n'était-ce pas aussi une entrave au libre marché ?

Par ailleurs, lorsque les travailleurs acceptent, sous la pression économique, de revoir au rabais les conditions de travail et les salaires, pour rester compétitifs au sein d'un même groupe, ne font-ils pas aussi le jeu (et le bonheur) du patronat ?

Exiger plus d'emplois pour le site Forest et un peu moins pour celui Wolfsburg ou pour celui de Pampelune (en Espagne), reviendrait à opposer des travailleurs entre eux. Dans le dossier Volkswagen, l'autogestion prend toute sa dimension. Travailleurs et usagers ne doivent plus dépendre du bon vouloir des actionnaires, des intérêts financiers particuliers. Ce qui passe par la collaboration des travailleurs au niveau européen dans ce cas précis, et au niveau international plus généralement. Ce devrait être tout à fait le rôle de la nouvelle Confédération syndicale internationale ou celui de la Fédération européenne des métallurgistes. La première sort à peine des limbes ; quant à la seconde, elle n'a permis qu'une rencontre entre les syndicalistes d'IG-Metall et leurs camarades belges. Résultat ? Rien.

Alors, repli sur soi ? Certainement pas : le « patriotisme économique » (alias « chacun pour soi ») est la pire des pestes. D'une part parce qu'il n'est qu'un des visages du nationalisme guerrier, d'autre part parce qu'il fait le

jeu du patronat en opposant des travailleurs dont les intérêts sont pourtant identiques. Ce patriotisme économique incite à « manger avant d'être mangé », ce n'est qu'une jungle relookée. La seule issue pour les travailleurs est la lutte solidaire pour l'emploi et pour le partage des richesses. La solidarité européenne n'est pas facile mais elle est possible.

La fermeture de Renault-Vilvorde avait donné naissance à la première « eurogrève ». Cela n'avait pas empêché la liquidation de l'entreprise mais le signe envoyé était clair : des ouvriers, belges, français, allemands... avaient aboli les frontières de la solidarité. Il est permis de penser que cette solidarité peut se révéler plus efficace aujourd'hui : la liquidation programmée de Forest interpelle tous les salariés européens.

Europe sociale ?

Depuis l'annonce des 4000 suppressions d'emplois chez Volkswagen-Forest, les institutions européennes tentent d'éteindre le feu allumé par cette nouvelle preuve du déficit de « l'Europe sociale ». Du côté de la Commission, on évoque ainsi la possibilité de soutenir les licenciés de VW en utilisant une ligne budgétaire dotée de 500 millions d'euros par an, baptisée dans la novlangue néolibérale « fonds d'ajustement à la mondialisation ».

Cependant, les questions ne manquent pas, comme le rappelle *l'Humanité*. Ce fonds, toujours en discussion entre le Parlement et le Conseil des ministres européens, n'entrera pas en vigueur avant janvier prochain. Il est, par ailleurs, destiné à « soutenir la réinsertion professionnelle des travailleurs licenciés à la suite de mutation du commerce mondial ». Mais cette définition s'applique-t-elle aux délocalisations intra-européennes, alors même qu'il devient de plus en plus difficile de faire la différence entre les délocalisations liées aux difficultés d'un secteur et les effets de la mondialisation ?

Enfin, ce fonds n'apporte pas de réponse aux vrais enjeux. Ce dont il faut débattre, c'est des orientations économiques fondamentales de l'Union européenne : se coule-t-elle simplement dans les règles de l'économie mondiale ou se fixe-t-elle des priorités économiques et sociales en se donnant les moyens de les atteindre ? L'affaire Volkswagen est le résultat d'une liberté totale des entreprises combinée à une stratégie de compression maximale des coûts quelles qu'en soient les conséquences sociales.

Il n'y a, décidément, pas de capitalisme à visage humain. **H.**

Sources :

l'Humanité du 24 novembre
Tract d'Alternative libertaire du 29 novembre
LeVif-L'Express du 24 au 30 novembre
Journal du mardi du 28 novembre

Fichage ADN

Manipulation génétique

APRÈS LE PROCÈS du 29 septembre à Alès (Gard) où la justice avait condamné Benjamin Deceuninck à 500 euros d'amende pour avoir refusé le prélèvement de son ADN, la cour d'appel de Nîmes devait traiter ce dossier le 28 novembre, suite au recours déposé par l'avocat, Jean-Jacques Gandini.

Le soutien local s'était manifesté suffisamment tôt et bien pour que les réseaux militants soient informés, que la presse locale donne de l'importance à cette affaire, que de nombreuses organisations signent un appel à soutien et que... la police soit très présente dans et à l'extérieur du palais de justice.

Tout au long de la matinée, ce sont sans doute de 100 à 150 personnes qui se sont rassemblées en appui au faucheur menacé de fichage génétique.

Dans la salle où l'affaire était examinée, la partie adverse demandait la confirmation du jugement d'Alès. La non-aggravation de la peine était déjà en soi un élément important. L'avocat de Benjamin argumentait alors longuement sur divers aspects techniques et juridiques, mais aussi politiques. En voici quelques-uns.

Il fut relevé que, dans deux cas au moins de condamnations pour des actes de fauchage d'OGM, seules quelques personnes ont dû donner leur ADN. C'est donc que cette mesure ne traite pas les gens sur un pied d'égalité. Alors pourquoi Benjamin? Au moment (15 septembre 2001) où Benjamin commettait ce que la loi qualifie de délit, à savoir un fauchage de plantes OGM en plein champ, la loi LSQ instaurant la mise en route d'un fichage génétique n'était pas encore votée (15 novembre 2001). La rétroactivité d'une telle mesure contre Benjamin est donc injuste. Enfin, au nom du principe du non-cumul des peines, Benjamin ayant été jugé à Avelin, il est demandé la relaxe.

Sur un plan politique, la défense du faucheur a avancé l'état de nécessité contre les OGM et contre le fichage généralisé de la population: « Un devoir de résistance s'impose pour dénoncer ces dérives à la liberté que représente le fichage génétique – entre autres –, une liberté qui doit toujours primer sur la sécurité. »

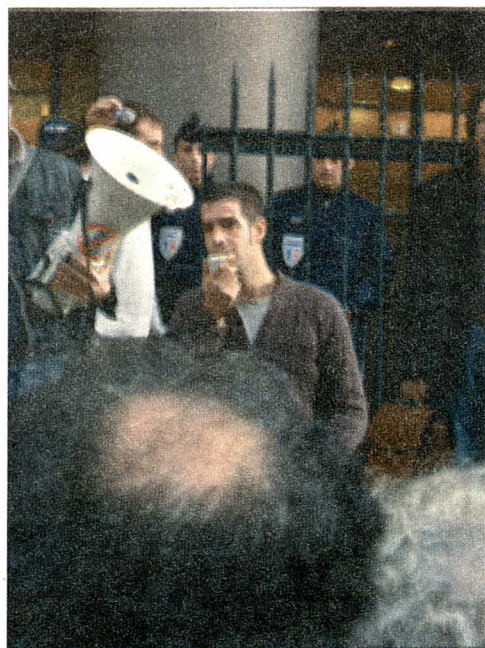
Le délibéré a été annoncé pour le 26 janvier 2007. Un comité local de soutien se réunira le 14 décembre à 20 heures au Centre Pablo-Neruda à Nîmes. Cette étape dans la mobilisation pour Benjamin et contre des pratiques sécuritaires qui renvoient les références

à 1984 de G. Orwell et au *Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley au rayon des romans surannés de politique fiction a été réussie, sans présager de la décision de la cour d'appel. Les libertaires locaux – et le groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste en particulier – y sont pour beaucoup. Il nous faut être au rendez-vous de la solidarité contre l'oppression, et démontrer par l'exemple que l'État et les gouvernements, loin de nous émanciper, nous enserrant dans leurs filets sécuritaires. Leur objectif étant de contrôler et empêcher les révoltes sociales par la répression, la peur, la menace permanente, du fichage.

Il faut souligner enfin que, le même jour, Bernard Coquelle, de la Confédération paysanne, était jugé à Douai pour le même motif de refus d'être fiché par ADN. La peine prononcée fut de 1 euro d'amende avec sursis. Alors que le procureur avait requis 500 euros d'amende, comme pour Benjamin Deceuninck, lors du procès du 24 octobre. Enfin, ajoutons que le 13 décembre, c'est à Mâcon qu'un autre procès se tiendra avec Camille, convoquée à 16 heures au tribunal (rue de la Préfecture). Elle a refusé elle aussi le fichage génétique, alors qu'elle est... suspectée d'avoir... consommé du cannabis!

Un militant

Groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste



De la manipulation des statistiques



IL Y A QUELQUES JOURS, la « bande à Borlo » et son « tireur de chiffres » Villepin se réjouissaient de la baisse du chômage, due à une reprise économique durant le dernier trimestre! D'où tiennent-ils ces informations?

C'est important de le savoir dans la mesure où les critères définissant par exemple le chômage ne sont pas les mêmes d'une officine à l'autre, et qu'il est urgent de prendre des pincettes pour éviter les manipulations tant gouvernementales que médiatiques!

On sait par exemple ce qu'il en est de la crédibilité de l'ANPE qui, radiant à tour de bras, à beau jeu de se flatter d'une diminution du nombre des demandeurs d'emploi, sans compter les non-indemnisés de plus de 55 ans, priés de ne plus se déclarer à la recherche d'un emploi (c'est mon cas), et donc de sortir des fameuses statistiques qui fâchent tout bon présidentiable!

Il est par contre très intéressant de regarder de plus près les enquêtes emploi de l'Insee. Celles-ci sont des enquêtes trimestrielles, en continu sur toutes les semaines de l'année, et sont la seule source permettant de mettre en œuvre la définition du chômage préconisée par le Bureau international du travail (BIT), ainsi que de faire le lien entre le chômage au sens du BIT et le recensement des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE. Ah, je vous sens impatient d'en savoir plus!

Pour le BIT, un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans et plus) qui n'a pas travaillé au cours de la semaine de référence (d'enquête), est disponible pour le faire et entreprend des mesures à cet effet (recherche d'emploi); le taux de chômage qui en résulte est tout simplement le nombre de chômeurs rapportés à la population active. Si je vous dis que cela n'est pas le même taux que celui de l'ANPE, vous ne serez pas surpris, j'espère!

Ainsi, les premiers résultats de l'enquête sur l'emploi 2005 et les tendances au 1^{er} trimestre 2006 sont parlants, loin de la béatification gouvernementale... à condition bien sûr de mettre en relation les différentes données!

9,9 % de demandeurs d'emploi en 2004, 9,8 % en 2005, soit un « mieux » de 0,10 %

(quelques milliers de personnes), pas de quoi se rouler par terre dans le hall de l'Assedic, surtout quand l'Insee, sur les critères du BIT, nous dit que:

- le chômage de longue durée s'accroît ;
- les jeunes et les femmes restent les plus touchés ;
- les 15 à 29 ans représentent plus de 29 % (28,2 % en 2004).

Alors, d'où vient ce point de bonus (0,10 %) ? quelles en sont les raisons, docteur Insee?

Sachez donc que c'est la faute des CDI qui demeurent stables (c'est ça la reprise économique?), et qu'augmentent de façon très significative les emplois intérimaires, les CDD et autres contrats d'apprentissage (bonjour la précarité!).

Tenez-vous bien : de plus, les « sorties dans les anciens dispositifs n'ont pas encore été compensées par les entrées dans les nouveaux contrats de professionnalisation, d'accompagnement vers l'emploi, contrats d'avenir et autres CNE ». Quand on sait que tous ces contrats aidés, vraies formules miracles (pour le patronat bien sûr) représentaient déjà en 2003, 13,2 % de l'emploi salarié, et sont passés à près de 13,6 % en 2004, plus de 14 % en 2005, il y a du souci à se faire pour les fiches de paye!

Afin de garder le moral, sachez que ce sont les emplois à temps partiel qui progressent le plus avec 17,2 % des actifs en 2005 (16,4 % en 2004). Nous ne sommes plus à l'époque où certains se satisfaisaient peut-être d'un travail à temps partiel (à vérifier?) et le BIT considère d'ailleurs qu'il y a une population en sous-emploi, regroupant deux catégories de personnes:

- celles qui, travaillant à temps partiel (moins de 35 heures), souhaitent travailler plus (à votre avis, pourquoi?);
- celles qui, involontairement, ont travaillé moins que d'habitude, chômage partiel par exemple.

Toujours est-il qu'au total, le BIT comptabilise en 2005 près de 4,5 millions de personnes travaillant à temps partiel,

dont 1,3 qui voudraient travailler davantage.

La durée du travail hebdomadaire, loin des 35 heures socialistes, remonte régulièrement depuis 2002 et avoisine les 39 heures depuis 2005 (40 heures dans nombre de secteurs des services).

En conclusion, non seulement il n'y a pas de réelle baisse du chômage, mais à terme (ce sont déjà les tendances 2006 relevées par le BIT) une diminution attendue du plein-emploi, une augmentation du temps partiel, entendez emplois de plus en plus précaires. La preuve en est, pas plus tard que cette semaine, le triste étonnement de nos chers économistes face à l'absence non attendue, je précise, de croissance économique pour le trimestre écoulé! Ces gens-là, nous le savons, nous mentent en permanence, c'est pour cela qu'il me semble important de les piéger à leur propre jeu statisticien.

Procurez-vous un exemplaire de la brochure de l'Insee *La France en bref*: c'est une mine d'informations!

À propos de la consommation des ménages, entre les années 1980 et 2003, la part du budget alimentation est passée de 17,8 à 14,6 %, celle consacrée à l'habillement, de 7,4 et 4,6 %; celle allouée au logement, à l'équipement, de 28,8 à 30,4 % (1,7 % en 1960); les dépenses de santé de 2,4 à 3,8 %. Cherchez l'erreur!! Concernant l'alimentation, la consommation de viande de bœuf est passée de 17,6 à 14,3 % au profit de celle des volailles, qui passe de 19,3 à 23 % (mes excuses pour les compagnons végétariens!).

Pour terminer, il y a quelques jours, un médecin tirait la sonnette d'alarme face à la recrudescence du diabète, maladie désignée comme celle des personnes défavorisées!

Officielles ou non, les statistiques sont analysables à condition de repérer les critères d'élaboration des enquêtes et de mettre en relation les données qui doivent l'être, comme par exemple le budget alimentation et le pouvoir d'achat!

Pierre Noire

Réforme de l'enseignement public

Professeurs et élèves en ligne de mire du ci-devant Robien

Romain

Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

UNE DES FONCTIONS PRINCIPALES et clairement avouées de la V^e République, et ce depuis son commencement, a été de lutter de façon quasi continue contre l'école publique. Bien entendu, on peut à juste titre énoncer des critiques contre l'école de Ferry et son rôle dans la reproduction sociale, il n'en est pas moins vrai que l'existence d'une structure publique, gratuite et laïque est depuis longtemps au centre des revendications ouvrières et populaires.

Depuis le milieu des années 1980, les réformes dénaturant l'enseignement et transformant l'école en une gigantesque garderie organisant l'exclusion des catégories sociales les plus défavorisées se sont multipliées. De manière générale, les enseignants et les élèves se sont, avec plus ou moins de succès, mobilisés pour freiner ce processus de destruction accélérée de l'école publique. Avec plutôt d'ailleurs moins de succès puisque, une vingtaine d'années plus tard, le bilan est relativement effroyable : fuite des « bons élèves » vers le privé (à 98 % catholique) grâce au financement étatique, marche forcée des mauvais élèves grâce au « passage à tout prix » afin de

les déscolariser au plus vite, baisse globale des connaissances au sortir du primaire, du collège et du lycée, retour du travail dès 14 ans...

L'envie de l'État de s'attaquer au statut des enseignants est particulièrement forte : d'une part parce qu'en tant que patron il souhaite

diminuer sa masse salariale, et d'autre part parce que ce statut est intimement lié à la manière dont fonctionnent les établissements publics ; et les réformes de destruction de l'enseignement ne pourront pas aller jusqu'au bout si le statut des enseignants n'est pas brisé.

Tout logiquement donc, le ministre ci-devant de Robien a pondu en octobre dernier un projet de réforme des décrets de 1950 fixant notre statut.

Pluridisciplinarité et enseignants girouettes

Le premier aspect grave de ce projet est l'introduction de la pluridisciplinarité des enseignants. À partir de la rentrée 2007, un professeur de mathématiques par exemple pourra enseigner, dans une autre matière que la sienne pour compléter son service ¹. Certes le texte précise « de la manière la plus conforme à ses compétences », mais celles-ci seront évaluées... par la direction. Cette possibilité existait déjà auparavant, mais selon « le goût de l'enseignant », ce qui rendait son application quasi inexistante. Cette mesure s'applique de façon beaucoup plus grave au TZR ² : « Les TZR pourront exercer tout ou partie de leur service dans une matière autre que leur matière de recrutement. » Lorsque l'on sait que l'affectation en tant que TZR est de plus en plus répandue dans l'Éducation nationale, on imagine très bien le tableau : des milliers d'enseignants, qui déjà travaillaient dans des conditions particulièrement pénibles, vont en plus devoir se taper des cours dans des matières auxquelles ils n'entendent pas forcément plus que leurs élèves. Cela suit la logique que ma proviseure de l'année dernière avait bien résumé : « Puisque vous avez le bac, vous pouvez enseigner dans n'importe quelle matière de lycée. » Intéressant !



La conséquence immédiate est une baisse drastique de la qualité de l'enseignement. Je suis personnellement professeur de physique-chimie. Même si je maîtrise, à titre d'utilisateur, le programme de mathématiques de lycée, mon niveau est beaucoup trop bas pour pouvoir débloquent une situation d'incompréhension chez un élève, ce qui est quand même l'essentiel de mon métier. Je ne parle dans ces conditions même pas d'enseigner l'histoire sous prétexte que, étant anarchiste, je dois bien connaître le *xx^e* siècle (ne riez pas, j'ai déjà entendu l'argument). Et comme d'habitude, ce seront les couches les moins favorisées de la population qui paieront les pots cassés, puisque les classes moyennes et surtout élevées mettront leur progéniture soit dans des établissements privés soit dans des établissements publics, où ils auront su faire pression sur la direction pour avoir des professeurs qui enseignent dans leur matière.

Une conséquence plus larvée mais qui va aggraver cette fois la situation des enseignants (et donc la qualité de leur travail), est que cette pluridisciplinarité, tout comme les mesures de remplacement au pied levé des collègues appliquées depuis la rentrée 2005, génère une image de l'enseignant girouette, sans contenu : si on est prof, bah ! on peut enseigner n'importe quoi, à n'importe qui, dans n'importe quelles conditions. Un enseignant n'est plus un professionnel, mais un « truc » interchangeable, vide de contenu mais « pédagogue ». Cela entraîne en retour une difficulté de lutte puisqu'en plus de ne pas être des professionnels, nous sommes payés à ne rien foutre (c'est bien connu, et en plus on passe notre temps en grève). Ajoutez une pincée de TF1, et le tableau est brossé.

Quand l'État patron est... un patron

Deuxième aspect : l'augmentation à salaire égal du temps de travail des enseignants. Le service

des enseignants est défini en termes de maxima hebdomadaires : un certifié doit enseigner 18 heures par semaine et un agrégé 15 heures. Pour des affectations comme les BTS ou les prépas, ce nombre d'heures est diminué par des pondérations horaires (une heure de BTS compte comme 1 h 15 par exemple). Un certain nombre de circonstances donnent lieu actuellement soit à une diminution, soit à une augmentation d'une heure de ces maxima.

Ces derniers sont aujourd'hui en ligne de mire de la réforme Robien, et cela de façon non dissimulée. Pour résumer grossièrement, un nouveau mode de comptage des heures implique que les cas de diminution du maximum seront beaucoup plus rares, alors que les cas où ce maximum doit être augmenté existeront de façon bien plus généralisée.

Cela cumulé mène pour une grande majorité des enseignants à une augmentation d'environ une et trois heures de leur service hebdomadaire pour un salaire strictement inchangé ; ou à l'inverse au même travail pour un salaire mensuel de plusieurs centaines d'euros plus bas dans le cas d'heures supplémentaires qui seraient de fait supprimées.

La logique gestionnaire qui préside à ce projet de réforme est évidente : d'une part de façon directe par la baisse du salaire horaire, d'autre part par le fait que les rectorats pourront utiliser la main-d'œuvre enseignante encore plus en flux tendu. Par exemple, depuis deux ans les académies parisiennes ont un surplus d'enseignants en lettres modernes. À la prochaine rentrée, elles pourront les utiliser en tant que TZR pour pouvoir boucher les trous dans toutes les matières où il y a déficit. Ce serait hilarant, si ce n'était pas aussi grave. Et cela s'accompagne tout naturellement d'une baisse drastique du nombre de postes. Dans de multiples établissements de la Région parisienne, on estime le nombre d'enseignants en moins pour un travail identique à quasiment un par matière et par lycée.

Riposte ?

Bien entendu, l'indignation des enseignants est générale et immédiate. Mais la concrétisation en termes de rapport de force est elle beaucoup moins évidente. Plusieurs facteurs concourent à cette apathie apparente du corps enseignant face à cette réforme.

De façon générale, les directions syndicales n'organisent aucune forme de mobilisation. La première « manifestation » qui a eu lieu le 15 novembre a rassemblé 1 200 enseignants (!) et ressemblait plus à un cortège funéraire qu'à une démonstration de force. Dans beaucoup d'établissements, le Snes (ultramajoritaire) brille par son absence sur le sujet. La CGT et FO s'agitent plus, mais de façon très localisée. Il semble que les directions syndicales soient beaucoup plus paralysées par les élections à venir que le gouvernement, et il faudrait leur envoyer un exemplaire d'Agir au lieu d'élire pour leur édification personnelle. On est visiblement passé

de l'époque de la trêve électorale à la trêve... syndicale.

Par nature très légaliste, le corps enseignant a du mal à partir en guerre sans les organisations majoritaires, d'autant que la grève défaite de 2003 a laissé des traces cuisantes chez tous les collègues activistes : pertes de centaines, voire de milliers d'euros de salaires, sentiment d'isolement... Si donc tout le monde est prêt à partir en grève, personne n'est prêt à être l'initiateur du mouvement.

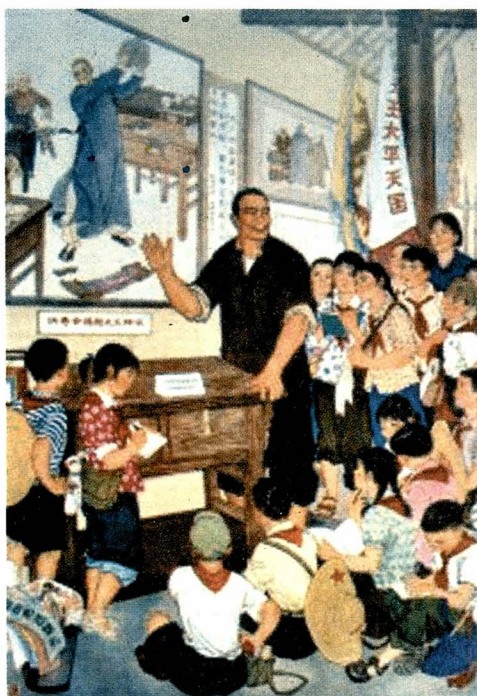
Enfin, une problématique permanente du mouvement enseignant est que, pour résister face aux volées d'attaques en règle des médias, surtout en temps de grève, les professeurs ont dû plus que toute autre catégorie professionnelle présenter leurs mouvements comme des luttes non pas pour eux mais pour leurs élèves (ce qui par ailleurs dans l'ensemble était vrai). L'aboutissement de ce processus fait que les enseignants se posent eux-mêmes non pas comme des salariés mais plutôt comme des missionnaires de l'éducation. C'est une des explications de la défaite de 2003, où peu d'enseignants ont pu se résoudre à mettre le baccalauréat en péril par leur combat ³. Cette attitude sacrificielle pousse par ailleurs de nombreux enseignants à rattraper leurs jours de grève, et de manière générale à « faire passer leurs élèves avant eux ». Cette conscience professionnelle est on ne peut plus louable, mais devient très problématique lorsque nous devons nous poser simplement en tant que salariés face à un patron. Et c'est là où le projet Robien se révèle redoutable : en attaquant les enseignants eux-mêmes, il les paralyse plus que s'il n'attaquait que l'enseignement. Le défi posé par cette réforme va donc au-delà du simple retrait, mais également dans la recherche d'une remobilisation des enseignants, à la fois comme professeurs, mais aussi comme salariés ⁴. Les manifestations à venir, dont celle nouvellement du 29 octobre, donneront plus d'indication sur la mobilisation. Mais il est clair que tant que les organisations syndicales se confineront dans une logique de négociation du mercredi sans appel à la grève alors que le gouvernement se prépare à un passage en force, la riposte sera difficile. **R.**

1. Les enseignants de lycée professionnels enseignent déjà deux matières, ce qui est une spécificité de concours et n'a rien à voir avec le « bouchage de trou » que la réforme veut appliquer à tous les enseignants.

2. Titulaire de zone de remplacement : enseignants qui sont appelés à remplacer les enseignants absents. Ils constituent la frange la plus attaquée du corps enseignant.

3. Ce n'est qu'une des causes. La trahison de la CGT en tant que confédération (en faisant entrer les cheminots le 13 mai 2003) et des autres directions, empêchant une généralisation du mouvement, en est une autre d'importance.

4. Voir à ce sujet l'excellent article d'Alternative libertaire, n° 156, novembre 2006.



« Famille, État : je vous hais ! »

Contre le retour de l'ordre moral
René Schérer réédite *l'Émile pervers*

Patrick Schindler

Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

René Schérer



LE PHILOSOPHE, professeur émérite de Paris-VIII enseigne dans les années 1970 à l'Université populaire de Vincennes aux côtés de Gilles Deleuze, Michel Foucault, Guy Hocquenghem, Félix Guattari et Jacques Derrida. Il nous fait parvenir la réédition de son ouvrage, paru en 1974 chez Robert Laffont, qui fut un véritable succès, après la « révolution sexuelle de 68 ». Dans un contexte où l'ordre moral fait son grand retour, avec force discours exhortant à la punition, à la surveillance et à la castration des adolescents, il nous apparaît salutaire de revisiter cet ouvrage. Il aborde la pédagogie héritée de Rousseau, sur l'éducation, relayée par les grands philosophes, Freud, Mendel, Illich, jusqu'à Dolto « la rigide ». Sur les traces des théories de Félix Guattari, *Émile pervers* agit comme une déconstruction des grandes thèses modernes, donnant un nouvel éclairage sur leurs zones d'ombres et le regard porté par les adultes sur les adolescents, qui, sous prétexte de les former, les invitent le plus souvent à un contrôle social de leur sexualité, une fois devenus adultes. Un souffle pur et libertaire souffle sur cet ouvrage à contre-courant du « tout contrôle sécuritaire des adolescents » qui a investi petit à petit nos quotidiens, depuis ces dernières années.

« Le centre de notre système pédagogique à l'égard de l'enfance est la distance exigée, cette incrimination aux proportions démesurées, inouïes, de tout geste, de tout effleurement ». Michel Foucault.

Une surveillance de tous les instants

René Schérer débute son exposé par une « revisite » de *l'Émile* de Jean-Jacques Rousseau. Ce dernier est approché par le philosophe, comme celui qui a prévu que « de l'enfant libéré viendrait le bouleversement de l'ordre social », mais également celui qui « a refermé sur ce dernier, le couvercle de l'éducation » ! Pourquoi ? Selon une analyse de Jacques Derrida, l'inventeur de la méthode de

déconstruction : « parce que la perversion d'*Émile* est toujours possible, depuis le début et à tout moment, s'il échappe au précepteur, puis au moment des passions naissantes, à la puberté, quand le sexe commence à se faire entendre, et si, donnant le change à la nature, il supplée par lui-même à l'absence de l'objet naturel du désir ». Au contraire, pour Rousseau, « il s'agit d'un supplément dangereux qui vient se substituer au bon supplément, c'est-à-dire, celui qui évite l'excès du désir sur le pouvoir ». Pour empêcher l'adolescent de glisser sur la pente de la perversion, la bonne suppléance du précepteur devient alors « une surveillance de tous les instants ».

Le binôme cher à Foucault : « surveiller et punir »

Dans *l'Émile*, Rousseau conseille au précepteur : « Veillez avec soin sur le jeune homme, il pourra se garantir de tout le reste : mais c'est à vous de le garantir de lui. Ne le laissez jamais seul, ni le jour ni la nuit, couchez tout au moins dans sa chambre. Qu'il ne se mette au lit qu'accablé de sommeil et qu'il en sorte à l'instant qu'il s'éveille. » En effet, livré à lui-même, *Émile* ne pourrait qu'être soumis à l'instinct, que suppléer dangereusement à la nature. L'onanisme est un danger, parce qu'il épuise inutilement les forces de l'enfant, ou plus exactement, comme l'a fort justement mis en lumière Jacques Derrida, « parce qu'il fait jouer le superflu, l'excès du désir, caractéristique de la « perversion ». À ce petit jeu de la surveillance, le précepteur Friedrich Höderlin, avoue pour sa part à Schiller « qu'à force d'épier le petit Fritz von Kalb dont il a la responsabilité, de guetter sur ce lit où le brun adolescent se tord, il a finit par sombrer lui-même dans la démence ». Plus proche de nous, dans l'encyclopédie de la vie sexuelle d'Hachette en 5 volumes, la masturbation n'est plus réprimée, mais on détourne toujours le problème du plaisir : elle n'est plus aujourd'hui perverse, mais « innocente » ou « malheureuse » Le pédagogue moderne libéral a depuis

longtemps dépassé les angoisses nocturnes de Rousseau ou Höderlin, mais n'en continue pas moins d'aller regarder Émile dans son lit ou sous la douche, pour « compléter son enquête, ajouter quelques traits à la psychologie fine de son sujet d'étude »! Comble de la maladie d'épier l'adolescent, en 1792, Jeremy Bentham invente trente ans après Émile, une prison modèle, dite panoptique, sans torture ni châtiement. Circulaire, avec des rangées de cellules ouvertes sur l'intérieur, elle possède une tour d'observation du haut de laquelle le prisonnier ne peut à aucun moment échapper au regard de l'inspecteur qui s'y tient, alors que ce dernier peut tout voir, tout entendre sans être visible. Gilles Deleuze et Félix Guattari dans l'Anti-Œdipe définissent le panoptique comme « la machine despotique absolue de la société libérale ».

Ambigus rapports adultes-adolescents

René Schérer considère que l'adulte entretient l'idée d'innocence de l'enfant. Elle le rassure dans la certitude de sa propre différence et la conscience de son identité. En effet, sur certains domaines, l'enfant devient de plus en plus, pour nous contemporains, par l'instruction, le corps et l'esprit, supérieur à ceux qui lui ont donné naissance. Il connaît davantage, il possède même plus de force... Dans la vie comme dans la culture, l'adulte incarne bien plutôt le passé que l'avenir. Or, cette « innocence » d'adolescent infantilisé, coïncé entre le double système de la famille et de l'école constitue son être habituel. Ses virtualités sexuelles et désirantes ne cessent de se restreindre quand il avance en âge, elles se canalisent dans la direction induite par la société des adultes, qui utilise à ses fins cette double contrainte. L'action infantilisante de l'école a été suffisamment, dans des études récentes de Mendel ou Ilich, mise en évidence pour qu'il soit inutile de revenir dessus.

L'enfant vu par le prisme de l'anti-œdipe

L'élève croit d'abord échapper aux parents, l'école lui sert de repaire, il a son collège ou son lycée, il y forme des bandes. Mais, c'est pour retrouver une clôture, et il y vit, inconscient et peu soucieux d'être, à tout moment, soumis au regard du pédagogue. Il s'exhibe, pesant provoquer, il veut ignorer que, de l'autre côté du mur, c'est encore sa famille qui le surveille! Quant à l'adulte, les meilleures analyses ne peuvent, dans la perspective ouverte de par Rousseau, qu'émettre des vœux pieux ou des mises en garde, en l'assurant qu'il ne doit jamais se considérer comme un être achevé, que c'est là une idée contradictoire avec les données les plus avancées de la biologie et de l'histoire des civilisations. Un des redressements de perspective les plus attachants de l'Anti-Œdipe de Deleuze et Guattari est d'avoir soutenu cette thèse de l'antériorité de l'adulte sur l'enfant et du rabattement qu'il

opère constamment sur lui, de ses propres limites. Rabattement dont l'œdipe est l'exemple privilégié: « infantilisation adultérante », puisqu'il n'est jamais possible pour l'enfant de se révéler autre chose que ce que l'adulte tient sous sa loi.

Cachez ce corps que je ne saurais voir!

Quant à la sexualité d'Émile, Rousseau, pour l'en dégoûter, l'entretient dans l'idée de la proximité des organes de la génération et de ceux de l'excrétion (associer l'idée du plaisir aux fonctions « dégoûtantes ») ou dans celle des maladies vénériennes, en le conduisant dans les hôpitaux! Freud, quant à lui, montre que l'inhibition mentale liée à la sexualité (l'en dehors) est sujette aux premières relations parents-enfants. Aujourd'hui, les pédagogues crient presque au « violœdipien », quand un enfant couche dans le lit de sa mère de son père. Œdipe partout, bien être nulle part! De fait, tout propos sur l'évolution « naturelle » de la sexualité, sur son « épanouissement », tant que persiste le système familialo-éducatif est pure phraséologie. Pour autant, Van Ussel, dans son Histoire de la répression sexuelle rappelle que « jusqu'au XVII^e siècle, les paysans dormaient sur des feuilles de châtaignier séchées ou des bancs, tous ensemble et nus dans une seule pièce: le père, la mère, les parents plus éloignés, les enfants et les hôtes. Les frères et sœurs dormaient ensemble jusqu'à la puberté et même plus tard. Les artisans, les compagnons et les apprentis couchaient deux par deux. Ces coutumes évoluèrent à partir de la fin du XVIII^e siècle. La notion de compagnon de lit, loin d'être anormale, traumatisante, fait donc bien partie de notre patrimoine culturel ».

L'adulte a peur de l'enfant comme il a peur de sa mort

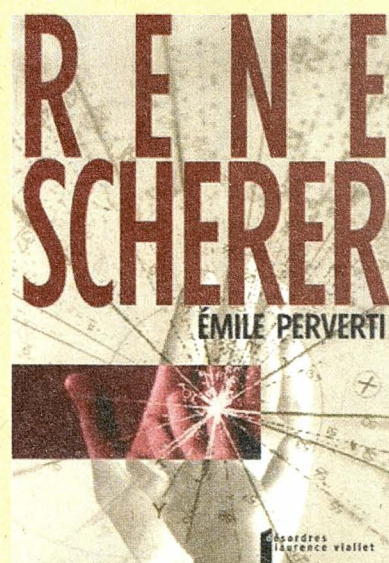
Pour René Schérer: « L'attitude de l'adulte devant une région de lui-même mal définie, inquiétante pense l'exorciser définitivement en la portant sous son regard, lui donnant [...] un vis-à-vis observable et dressable: l'enfant! » Puis, après un détour chez les Spartiates et les Australiens, le philosophe revient à la relation du « guignol scolaire »: « L'élève est devenu de nos jours, un être supposé, il joue un rôle, tragi-comique, comme celui du maître, qui est son complément. » Et il ne reste alors plus à l'enfant, pour échapper à cette pression adulte, que de devenir invisible. S'il meurt parfois, se suicide, il le fait en se cachant de son précepteur, dans cette réserve secrète où, au maître désarmé, il dérobe même, la jouissance d'avoir préparé cette mort...

René Schérer ou quand l'ironie déride

Le philosophe de conclure son ouvrage en précisant: « La secte enseignante continue cependant à se maintenir et à s'accroître. Mais, en vain elle tentera de renforcer son prestige

en introduisant dans sa pratique quelques améliorations de détail. Il est trop tard: jamais plus elle ne gagnera la confiance des enfants, qu'elle a perdue par son impéritie et son hypocrisie. Son sort est de devenir de plus en plus tributaire des puissances réelles en civilisation que sont l'État et les pères. Elle s'est livrée à eux, sans contrepartie. » Le philosophe d'achever sa démonstration, écrite à l'origine en 1973, par un paragraphe d'un style emprunté à Charles Fourier, qui fera certainement frémir aujourd'hui, la horde des Royal, Sarkozy, Boutin et autres biens pensants de l'ordre moral familial: « Si la secte des instituteurs et des pédagogues veut faire une belle fin et racheter un tant soit peu le ridicule dans lequel elle sombre, c'est en faisant attention aux attractions passionnées des enfants et en les aidant à satisfaire l'immensité de leurs désirs, en dehors des familles et contre elles, qu'elle doit exclusivement se vouer! » René Schérer, qui dans les années 1970 avait évité de finir au bûché de l'ordre moral, y sera-t-il condamné en 2006 pour avoir osé reparler ainsi, des « éducateurs patentés »? Et toute la clique des Mères-la-Pudeur, des législateurs de tous poils et des parents qui ne souhaitent que ligoter la jeunesse de 15 à 18 ans, dans des systèmes de valeurs qui ne sont pas les leurs, devrait se souvenir que le plus fort taux de suicide se situe dans ces âges-là. Est-ce pur hasard ou une simple conséquence d'une éducation débilite et liberticide?

PS.



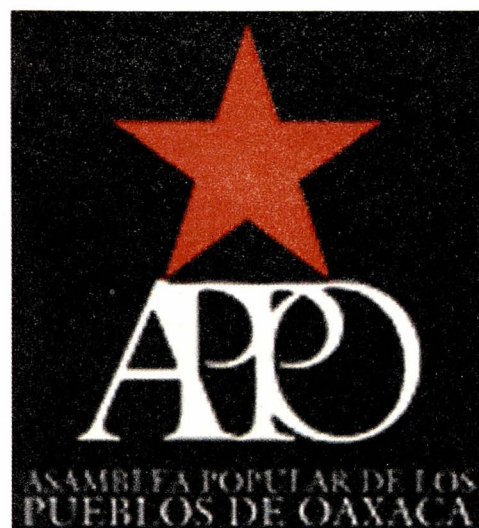
Émile pervers de René Schérer, éditions Désordres, Laurence Viallet, octobre 2006, 18,50 euros est disponible à la Librairie Publico, 145, rue Amelot, 75 011 Paris.

Repli de l'APPO et menaces sur les prisonniers

Annick Stevens

EN RAISON des nombreuses arrestations des derniers jours, la barricade du carrefour Cinco Señores, dernière barricade d'Oaxaca, qui défendait notamment l'accès à l'université, est restée sans défenseurs durant la nuit du 28 au 29, de sorte qu'à 4 heures du matin des bulldozers sont arrivés, accompagnés d'une centaine de nettoyeurs et défendus par une vingtaine de camionnettes de policiers fortement armés; ils ont complètement démembré la barricade et dégagé les dernières routes coupées, annihilant ainsi une occupation qui durait depuis six mois. Dans l'après-midi du 29, comme un groupe important de policiers se massait devant la porte de Radio Universidad, les membres de l'APPO qui émettaient encore ont préféré remettre la radio entre les mains de l'Université plutôt que de laisser la police s'en emparer par la force. La PFP occupe désormais toute la ville. Toutes les maisons sont systématiquement fouillées à la recherche d'activistes. La criminalisation du mouvement entre dans sa phase judiciaire avec des centaines d'inculpations pour délits de droit commun tels que: dégradations, vols, destructions de bâtiments publics, etc.

Parmi les prisonniers de ces derniers jours, 141 ont été transférés par hélicoptères vers la prison d'El Rincon, dans l'État du Nayarit. Toute communication est impossible avec eux, y compris pour leurs familles. Les associations pour la défense des droits de l'homme sont arrêtées par un barrage sur la route menant à la prison et ne reçoivent pas l'autorisation d'aller voir les prisonniers. Elles craignent des tortures et ont déjà reçu des témoignages de coups et menaces. Ce déplacement vers le Nayarit a donné lieu à des déclarations hallucinantes. Des représentants de tous les secteurs privés locaux ont manifesté contre la présence des prisonniers oaxaquéniens, et le président du Conseil des entreprises a déploré que celle-ci « génèrera des protestations sociales, de gens qui viendront d'autres États du pays pour demander leur libération, et cela nuira aux



activités productives de l'État ». Ce n'est pas tout: le gouverneur de l'État a téléphoné au prochain ministre de l'Intérieur fédéral pour se plaindre qu'on lui ait envoyé ces « inculpés » sans lui demander son avis, et a qualifié ce transfert d'« insensé » parce que « quand on combat un cancer, on doit l'encapsuler et non le disperser à travers tout le pays ». Ces réactions illustrent la polarisation qui est en train de se creuser dans tout le pays entre les sympathisants des mouvements sociaux et les partisans de l'ordre económico-politique actuel.

Détermination pour le futur

Un Forum des peuples indigènes a eu lieu à Oaxaca dans des locaux de l'église de la Vierge des pauvres, qui a abouti à une déclaration répétant les exigences de démission du gouverneur, de retrait de la PFP, de présentation des disparus en vie, de libération des prisonniers, d'arrêt des violences policières, et dénonçant la terreur exercée par l'occupation policière de la ville et la criminalisation de la protestation sociale en guise de moyen pour désarticuler l'APPO. Selon un porte-parole, le nouveau gouvernement serait déjà impliqué dans la répression actuelle, et la nomination comme ministre de l'Intérieur de Francisco Ramirez Acuna, connu pour privilégier la manière forte, ne présage rien de bon pour l'avenir. De même, les membres de l'APPO réunis dans la capitale fédérale ont annoncé que cette répression était un échantillon de ce que le gouvernement de Felipe Calderón prévoyait de réaliser à l'échelle nationale.

Cependant, les organisations présentes au forum invitent tous les résistants à éviter de tomber dans les provocations et la violence et à continuer à lutter de manière créative contre la misère et pour un changement politique en profondeur. L'Église locale, jusque dans sa plus haute hiérarchie, a pris résolument le parti des pauvres en appelant les autorités fédérales et locales « à être sensibles aux justes réclamations du peuple, à gouverner avec honnêteté et

transparence, à ne pas abuser du pouvoir pour réprimer, à ne pas manipuler ni profiter de l'ignorance et de la pauvreté de la population ». Elle a ajouté que, pour éviter de nouvelles violences, il était urgent d'introduire des réformes dans tous les secteurs : légal, économique, politique, scolaire, électoral et social.

Le site de l'APPO continue à appeler à la lutte, affichant en première page « LOS FASCISTAS NO PASARAN » (traduction superflue ! consulter <http://www.asambleapopular-deoaxaca.com>). Le site comme les interviews de résistants indiquent que la stratégie du pouvoir consistant à arrêter les « leaders » est vaine face à un mouvement où la base agit horizontalement : des milliers de personnes en résistance ne s'arrêteront pas faute de « dirigeants ». La force de l'APPO est dans le nombre et l'égale valeur de tous ses membres, dans la détermination de ceux qui savent que la lutte sera longue et difficile mais qu'ils n'accepteront plus jamais la vie indigne qu'on leur a fait subir jusqu'ici.

Du côté des réactions internationales, l'hebdomadaire mexicain *Proceso* rapporte les chiffres exorbitants des exportations d'armes de l'Union européenne vers le Mexique durant la présidence de Vicente Fox, et révèle que les groupes parlementaires européens Verts et Izquierda Unida ont demandé une interdiction de ces exportations en raison des violations des droits de l'homme et des menaces que les armes soient utilisées contre des civils dans des conflits internes – ce sont là deux raisons suffisantes, d'après la législation européenne, pour refuser toute livraison d'armes à un pays (il est intéressant de noter que la Belgique a récemment refusé un contrat au

Mexique pour ces raisons, ce qui est loin d'être le cas de tous les pays européens).

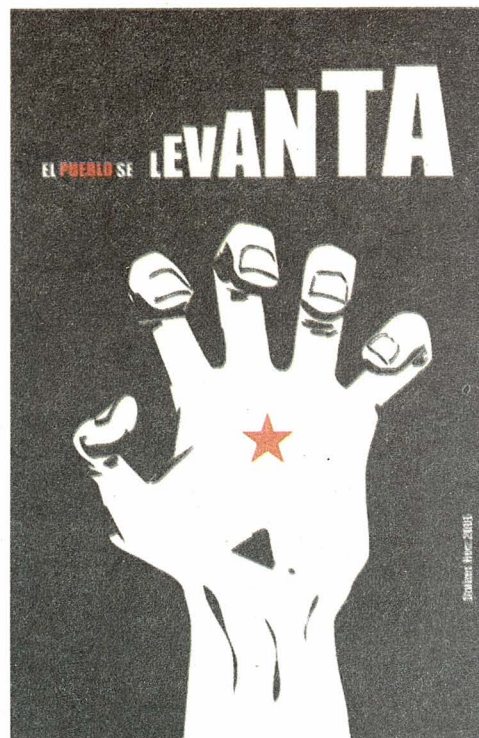
Pour ceux qui se demandent comment aider les prisonniers de l'APPO, on voit qu'une pression peut être exercée de l'extérieur, soit par l'intermédiaire de certains parlementaires, soit par l'intermédiaire des organisations internationales de défense des droits humains, ou encore en invitant la presse à parler de ce débat au Parlement européen et à dire la vérité sur la situation mexicaine.

Les « soirées pyjama » des députés

Pendant ce temps, tout le Mexique se gausse des députés du PAN et du PRD qui, hier, se sont disputé la tribune du Parlement, afin de l'occuper jusqu'à ce vendredi 1^{er} décembre où elle doit être le lieu de la passation de pouvoir au nouveau président. Le quotidien *La Jornada* affiche en première page le titre « Pijamada à la plus haute tribune de la nation », faisant allusion aux fêtes durant lesquelles les enfants restent dormir chez leurs copains. Des photographies montrent en effet des députés se passant des oreillers et d'autres allongés sur des matelas, après celles qui les montraient se poussant et se frappant pour se maintenir sur l'estrade. Avec le commentaire : « Le Congrès s'est changé en reality show le plus réussi. Depuis que la réalité imite la télévision, la politique a gagné une audience inespérée. » Mais, au-delà du cocasse et du ridicule, la tension est réelle entre ceux qui veulent à tout prix empêcher l'investiture du président et ceux qui prétendent simplement appliquer la Constitution.

A.S.

À partir de *La Jornada*, de *Proceso* et du site de l'APPO.



« Le peuple se lève. »

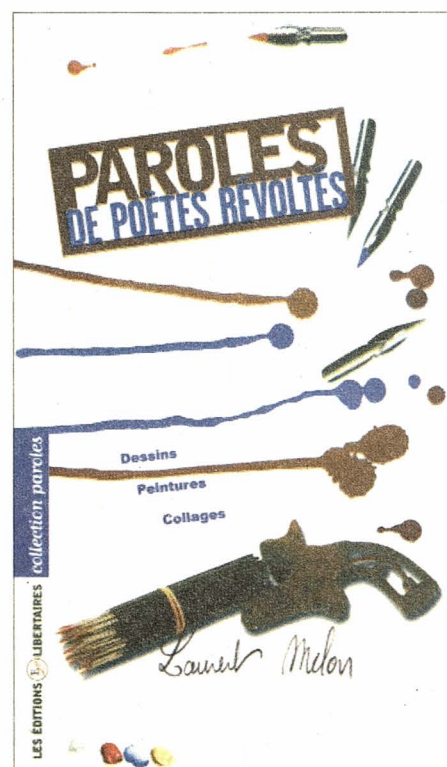
Paroles de poètes révoltés

C'EST UN FOURRE-TOUT, coupé-collé, un beau délire à travers les siècles, images et textes hachés. On y retrouve pêle-mêle Villon, le père Hugo, Rimbaud, Prévert, Vian, Ferré, la chanson de Craonne, Fréhel, Caussimon et tant d'autres. Il y a même cette vieille crapule d'Aragon.

Laurent Melon nous offre un beau tas de pavés rouges et noirs, à balancer dans la gueule des pétrochards, couards et imbéciles de tous poils. Chapeau, Melon !

Benoist Rey

Laurent Melon, *Paroles de poètes révoltés*, Les éditions Libertaires, 2006, 13 euros. Disponible à Publico.



Histoire du mouvement

Extraits des lettres de prison de Sacco et Venzetti 2^e partie : 1925 – 1927 : la fin de l'agonie



Patrick Schindler

Secrétaire Histoire et Archives
de la Fédération anarchiste

NOUS AVONS PUBLIÉ, dans une première partie (1), les lettres de 1923 à 1925 écrites par les deux anarchistes innocents exécutés le 22 août 1927, après plusieurs procès truqués. Elles sont issues de la première traduction en français parue en 1929 chez Grasset, que nous avons retrouvée dans les archives de la Fédération. Durant les trois dernières années de leur agonie en prison et en hôpital psychiatrique, on sent bien que les deux militants ne se font plus d'illusion quant à l'issue de leur procès, malgré les quelques lueurs d'espoirs qui parcourent encore leur correspondance, jusqu'au jour de leur assassinat sur la chaise électrique.

Bartolomeo Vanzetti à Mme Blackwell, 6 avril 1925, Bridgewater, Hôpital des fous : « Un camarade me disait : « Malheur à celui qui à l'heure de la vengeance parlerait de pardon et de pitié. Ses camarades après qu'ils ont souffert des fascistes ne m'ont ni tué ni battu, parce que ceux de ma ville étaient honteux et effrayés et parce que j'ai fui devant les autres. Mais, j'ai vu ma femme et mes enfants pleurer de faim. Je suis plus offensé que s'ils m'avaient tué. » Enrico Malatesta est contre la vengeance inutile ou non nécessaire et il peut avoir raison ».

Bartolomeo Vanzetti, prison de Charlestown, 18 juin 1925 : « Kropotkine a pu écrire des souvenirs intéressants parce qu'il a pu échapper à ses geôliers. Je ne vois pas comment les stupides circonstances dans lesquelles nous sommes pourrions inspirer et fortifier les révolutionnaires et les prisonniers futurs. C'est vraiment si stupide qu'on ne peut pas en parler. On m'a déclaré deux fois coupable de deux crimes dont je suis innocent, au sens le plus complet du mot... Mais, si je leur faisais payer cher ma vie, si au lieu de me laisser tuer ou rôtir comme une bête, je préférais mourir magnifiquement dans une révolte ouverte et héroïque, cela signifierait quelque chose, cela pourrait inspirer et créer. L'ennemi réfléchirait un instant avant d'en encager d'autres sur ceux qui sont déjà encagés. Ce serait le moyen le plus vieux, mais toujours le meilleur, d'enseigner, l'exemple est plus grand que tous les discours. Si on généralisait, la méthode délivrerait le monde de tous les tyrans et de toutes les fripouilles qui les suivent. »

Bartolomeo Vanzetti, à la camarade Blackwell, prison de Charlestown, 21 juillet 1925 : « Je pense que Mme O. T. est un peu trop optimiste. Pendant ce temps, nous

sommes lentement exécutés depuis cinq ans et, malgré tout, un quart de notre exécution est déjà un fait, un fait irréparable. Je ne comprends pas si Mme T. entend par « nous sauver », obtenir la commutation de la peine de mort en celle de prison à vie, ou si elle pense que, s'il ne convient pas à l'État de nous tuer il nous libèrera. Droit de grâce. C'est ce qui a été longuement prémédité par nos assassins qui pensent en être quitte avec tout le monde en nous tuant en vingt ans au lieu de nous tuer en huit ou douze minutes. C'est ce que j'attends. Cela tuera mon père d'abord, moi ensuite. Signer cela serait pire pour moi que les trois convulsions de la chaise électrique. Il faut que je sache ce que Nick pense de cette signature. Si je n'avais pas mon père et si j'étais seul dans l'affaire, je ne signerais pas le recours, peut-être ne le signerai-je pas? Je ne sais pas ce que je ferai. Accepter la grâce serait la même chose que se reconnaître coupables. Et cela après cinq ans de lutte, après avoir dépensé 300 000 dollars, fait trois protestations mondiales, après que nos camarades ont sacrifié pour nous, sang et liberté, après tout ce qui est pour nous, après ceci enfin: nous sommes innocents. Nous avons dit souvent que nous voulions la mort ou la liberté. »

Bartolomeo Vanzetti à la camarade Blackwell, prison de Charlestown, 15 septembre 1925: « Il y a des épreuves qui mettent en pièces la chair et l'esprit. La prison en est une. Vous me parlez de Ricardo F. Magon qui, ayant passé beaucoup d'années exilé ou en prison garda la foi, son courage et son optimisme jusqu'au bout. Jusqu'au bout, car jeune et fort comme il était, il est mort en prison, peut-être tué par ses geôliers parce qu'il était indomptable et enchaîné depuis sa mort, le monde va de plus en plus mal. Eugène Debs fut libéré juste à temps pour se soigner et pour recouvrer la santé, quelques autres mois de prison et nous l'aurions perdu. Bakounine, ce splendide géant, est mort à 62 ans, tué par la prison, l'exil et la lutte. Je me demande si, sans les souffrances de la prison et de l'exil, Catherine Breshkovski aurait appelé les nations capitalistes à l'invasion de la Russie et à l'écrasement de la Révolution. »

Bartolomeo Vanzetti à la camarade Donovan, 25 septembre 1925, prison de Charlestown: « La journée était sombre et humide quand vous êtes venue me voir et j'étais tout simplement incapable de penser, de me rappeler, de parler. Quand vous êtes partie, j'en ai été triste pour vous, triste et honteux pour moi. Mais, après je me suis consolé en me disant que c'était pire pour moi que pour vous. Voilà un beau morceau de philosophie. Je sais que vous avez compris et pardonné... »

Bartolomeo Vanzetti à la camarade Blackwell, 27 octobre 1925, prison de Charlestown: « Oui, j'ai dû avaler des choses si amères qu'elles l'étaient un peu plus que la mort. » Cela m'a réduit à n'être plus qu'un squelette d'amertume ambulante. Et ce n'est pas une affaire du passé. Il y a six ans que

toutes mes soifs sont apaisées avec du fiel et du vinaigre, et ce qui est pire, je crois que je n'ai pas encore vécu le pus mauvais. Car je connais assez la tête et le cœur de mes assassins pour ne pas nourrir d'espairs creux. Ma dignité s'y oppose et d'ailleurs je ne sens pas le besoin d'entretenir des illusions. Je suis encore assez un homme pour regarder droit dans les yeux, la réalité noire et angoissante de la tragédie de ma vie. Et je voudrais que ce jeu mortel finisse, n'importe comment, tout de suite. »

Nicolas Sacco à Mme Evans, 18 juin 1926, prison de Dedham: « Je dirais bien que la vieille loi qui voulait qu'un homme soit pendu après quelques semaines était bien moins cruelle que cette loi civilisée d'aujourd'hui qui tue un homme deux cent mille fois avant de le pendre. »

Bartolomeo Vanzetti à P. Maude Pettyjohn, 11 décembre 1926, prison de Charlestown: « Le pire de ce drame intérieur, ce n'est pas seulement l'expression, c'est que j'en viens à douter de mes propres pensées, de mes opinions, de mes sentiments, de ma foi, de mon idéal. Je ne suis sûr de rien, je ne sais rien. Quand je pense à une chose et que j'essaie de la comprendre, je vois que, dans le temps, dans le lieu, dans la matière où est cette chose, elle est, avant et après, reliée à tant d'autres choses, que, si je suis tous les rapports qui dépendent d'elle, je la vois disparaître dans l'océan de l'inconnu et j'y disparaîs avec elle. »

Bartolomeo Vanzetti à Mme S.R. Adams, 25 mai 1927, prison de Dedham: « Si Nick et moi avions gardé les vieilles croyances, pratiqué la vieille morale et vécu la vieille vie approuvée par les lois et les Églises, nous serions devenus riches aux dépens des pauvres, nous aurions eu des femmes, des chevaux, de l'argent, des honneurs, des enfants, tous les repos, l'abondance, les plaisirs et les joies de la vie. Nous avons renoncé volontairement à toutes les joies de la vie quand nous avions 20 ans. Plus tard, nous avons tout sacrifié à notre foi. Et maintenant que nous sommes vieux, malades, écrasés, près de la mort: maintenant que nous avons enduré trois morts et tout perdu, faudrait-il désert, renier, être vils, par amour pour notre misérable carcasse? Jamais, jamais, jamais, chère amie Adams. Nous sommes prêts à souffrir autant que nous avons souffert, à mourir, mais nous resterons des hommes jusqu'au bout. Si au contraire, on me prouvait que j'ai tort, alors je changerais. C'est la seule chose qui me ferait changer. »

Nicolas Sacco à Mme Winslow, 22 mai 1927, prison de Dedham: « Beaucoup de mes amis et de mes camarades espèrent comme vous espérez et c'est tellement triste de les voir s'endormir dans cet optimisme et cette illusion, pendant que nous sommes devant la chaise électrique. Mon espoir, le seul qui reste aujourd'hui dans mon cœur, c'est que les amis et les camarades et le prolétariat international nous sauveront de cette inique exécution. N'ayez pas peur! Quand je pense à cette

Rosina Sacco et Luigia Vanzetti quittent la prison où sont emprisonnés Nicolas et Barth.





1927, Sacco et Vanzetti peu de temps avant leur exécution

pauvre humanité stupide et opprimée, à la souffrance de ma bien-aimée Rosina et à toutes les persécutions endurées pendant ces sept ans de cellule, j'oublie réellement ce que c'est que la crainte. Si la conscience des juges du Massachusetts voit un moyen de nous pendre, ne vous en faites pas, chère amie, il nous exécuteront sans pitié. »

Nicolas Sacco à Garner Jackson (2), 23 juin 1927, prison de Dedham: « Bien que je sache que nous avons le même cœur, je sais que malheureusement nous représentons deux classes opposées, la première veut se maintenir à n'importe quel prix et la seconde lutte pour la liberté et quand on la lui prend elle se révolte, bien qu'elle sache que la puissance de la première crucifiera sa révolte sacrée. Sainte rébellion. Il est vrai pourtant qu'ils peuvent exécuter le corps, mais ils ne peuvent exécuter l'idée qui doit vivre. Et certainement, aussi longtemps que ce système, exploitation de l'homme par l'homme durera, la lutte durera aussi entre les deux classes ennemies. »

Nicolas Sacco à Mme Evans, 25 juin 1927, prison de Dedham: « Hier matin, la journée était belle et les feuilles vertes remuaient doucement dans la joyeuse brise, pendant que les rayons dorés du soleil chauffaient l'air splendide, les gentils petits oiseaux chantaient joyeusement. Mais à midi, dans la nuit et ce matin, le temps et le vent, mon âme est devenue si triste que j'ai souhaité que tout fût fini d'un coup. J'espère du fond du cœur que vous me comprenez, naturellement je suis las d'avaler toute cette lie et toute cette ordure dont je ne sais que faire. »

Bartolomeo Vanzetti au Comité de défense, 4 août 1927, Maison de la mort (3): « Le gouverneur Alvan T. Fuller est un assassin comme Thayer, Katzmann, les parjures officiels et les autres. Il m'a serré la main comme un frère, il m'a fait croire qu'il avait des intentions équitables et qu'il n'avait pas exécuté les trois assassins pour s'enlever tout prétexte de nous sauver. Maintenant, ignorant ou niant toutes les preuves de notre innocence, il nous insulte et nous assassine. Nous sommes innocents. Cela est la guerre de la ploutocratie contre la liberté, contre le peuple. Nous mourons pour l'Anarchie, Vive l'Anarchie. »

Nicolas et Bartolomeo à Dana, 22 août 1927 de la cellule des condamnés à mort: « Le Comité de défense, la défense, nos amis, Rosa et Luigia font nuit et jour un effort frénétique pour empêcher notre exécution et seconde après seconde on les voit échouer et notre exécution paraît toujours plus proche et inévitable. Il n'y a plus maintenant que douze heures et nous sommes perdus, si nous refusons d'espérer contre la raison. Et dans notre cercueil reposera l'optimisme de nos amis et notre pessimisme. Ce que je désire le plus ardemment dans cette dernière heure d'agonie, c'est que notre affaire et notre destin soient compris dans leur essence et servent comme une leçon terrible pour les forces de liberté, afin que nos souffrances et notre mort

n'aient pas été vaines. Je n'entre pas dans le détail, parce que je sais que vous les apprendrez avant de recevoir cette lettre. Mais, voici quelle est la situation en ce moment: tous les juges de la Cour fédérale vont rejeter notre appel et dans quelques heures notre sort sera complètement dans les mains du gouverneur Fuller. Pour moi, cela signifie: mort. Tant mieux si je me trompe. Aussi, cher camarade Dana, je veux vous remercier pour tout ce que vous avez fait pour Nicolas et moi et pour nos familles. Ma sœur vous envoie son souvenir et me dit que vous pensez aller en Italie et que vous verrez nos familles. Saluez, je vous prie tous les camarades que vous verrez en Europe et dites-leur ce qu'il y a dans nos cœurs. Pour vous, nous vous envoyons un dernier, un suprême au revoir et une fraternelle étreinte. Soyez brave et de bonne humeur frère Dana. Pour Nicolas et pour moi. »

P-S.

1. La première partie des lettres de 1921 à 1924 a été publiée dans le *Monde Libertaire* N° 1452 du 26 octobre au 1^{er} novembre 2006, pages 18-19.

2. Reporter au *Boston Globe*, devenu membre du Comité en 1927.

3. Cette note fut donnée par Vanzetti au gardien Hendry qui la passa à l'avocat, puis au Comité de défense.

4. Le prochain volume présenté dans la série Histoire du mouvement sera *L'Imposture religieuse* de Sébastien Faure, éditions Elisée-Reclus, 1948

Le *Libertaire* était quotidien pendant la période de l'affaire. Ci-contre une édition spéciale du 14 août 1927



Le charme discret de la dioxine

les cancéreux ne votent pas.

LE STYLE a beau être ciselé à coups de pelle, les phrases ont beau chanter aussi mélodieusement que les poubelles le soir au fond du camion à benne, le vocabulaire a beau n'être compréhensible qu'aux majors de l'ENA titulaires d'un doctorat de physique, *Déchets ménagers, le jardin des impostures* de Dany Dietmann, L'Harmattan (14,50 euros) est un livre à lire, ou plutôt à faire lire.

Vous souvenez-vous du visage ravagé, méconnaissable, du candidat aux élections présidentielles ukrainiennes, empoisonné par les Russes, ou par ses opposants? Empoisonné à coups de dioxine. Pourtant les dioxines, toxiques/à l'échelle moléculaire/sont synthétisées en France. Puis savamment diffusées dans l'atmosphère. Assez souvent dans des zones de production alimentaire, histoire que les molécules qui ne se soient pas invitées directement dans nos poumons, s'infiltrent dans l'herbe, mangée par les herbivores, pour mieux s'y concentrer à des taux très désagréables pour nous les consommateurs au sommet de la chaîne alimentaire. On parle de doses considérables. On évoque une situation peut-être plus grave que celle de l'amiante, déjà catastrophique; combien de milliers d'étudiants de Jussieu feront un cancer du poumon à 45 ans sans avoir fumé autre chose que trois joints après le lycée?

Les dioxines sont classées parmi les douze substances les plus toxiques pour l'être humain, en compagnie par exemple du plutonium, dont en théorie une quantité équivalente à un pamplemousse suffirait, correctement diffusée, à envoyer l'humanité rejoindre les dinosaures et les ptérodactyles. Qui sont les criminels, les Bhopal-au-ralenti?

Les incinérateurs de déchets.

Dietmann démontre, dans son style inimitable de scientifique fâché avec la rhétorique s'essayant à parler le bas-technocrate, que la totalité des incinérateurs d'ordures français relâchent des quantités de dioxines pour lesquelles l'adjectif « assassines » semblent un peu faible.

Pourquoi tolère-t-on une telle situation, alors que le Canada, le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède sont en voie de se débarrasser ou se sont débarrassés de leurs incinérateurs? Faut-il vraiment poser une question aussi simpliste? Non, la question plus intéressante à poser est: pourquoi un incinérateur d'ordures rapporte-t-il plus que la collecte et le tri? Parce qu'il est financé au moyen de taxes. Payées par les habitants, mais confortablement décidées entre « décideurs », « leaders » et autres personnes méritant le suffixe en « eur ». Le système est le même qu'avec la gestion de l'eau, le même qu'avec l'amiante: très peu de fournisseurs, qui se partagent clandestinement les marchés pour imposer leurs prix; qui offrent une solution « Signez, on s'occupe de tout » facile pour les élus; et qui, à peu près certainement, distribuent des enveloppes matelassées circulant dans l'ombre.

Pour la galerie, un chantage imbécile à la croissance économique, à la protection de l'outil industriel, et autres fadaïses.

Mais pour conséquence des mères qui hurlent de douleur malgré la morphine à l'hôpital, des nièces et des cousins qui meurent rongés par un mal qui torture le corps, écrase la dignité et gaze l'espoir.

Comme pour l'amiante, comme pour l'eau, les connaissances scientifiques, les solutions sociales et économiques existent, évidentes, utiles, indispensables. Elles sont décrites par Dietmann, qui les a appliquées avec succès, et l'approbation générale des habitants, dans sa commune. Hélas, elles demandent plus d'efforts aux élus, elles ne leur rapporteront aucune contribution aux campagnes électorales, elles ne feront aucun plaisir aux amis du Rotary, ou du Siècle, ou de l'annuaire des Mines.

Et, pardon de la répétition, mais elle est le cœur de notre accusation: les cancéreux ne votent pas.

Nestor Potkine



Les nouvelles figures mythiques du cinéma espagnol (1975-1995)

À corps perdus
de Pietsie Feenstra (L'Harmattan)

APRÈS LA MORT de Franco, en 1975, le cinéma espagnol explose littéralement, balayant les tabous et l'ordre moral franquiste qui a étouffé le cinéma et la société, pendant près de quarante années. Il est alors question de libération des femmes, d'exprimer les désirs, de destruction des liens familiaux, de la drogue, d'homosexualité, de transsexualité, de terrorisme, comme si le cinéma, libéré de la chape franquiste et de sa censure, effaçait d'un coup toutes les figures traditionnelles imposées. Elles sont en effet mises à mal, dans une période de transition brutale, du moins au cinéma et dans les représentations sociales de la société espagnole.

Dévoiler l'interdit semble alors la règle de même que traiter des thèmes tabous et créer de nouveaux mythes, comme pour oublier les anciens et en quelque sorte les éradiquer. Le livre de Pietsie Feenstra analyse ces phénomènes et éclaire « ce processus de création des nouveaux mythes, marqués par un contexte spécifique ».

Pedro Almodovar est sans doute le plus connu des réalisateurs de cette nouvelle tendance cinématographique, mais de prestigieux cinéastes comme Basilio Martin Patino, Juan Antonio Bardem, Carlos Saura, Luis Garcia Berlanga, Victor Erice, Gonzalo Suarez avaient déjà ouvert la porte à une déferlante créative qui n'est pas prête de se calmer. Le cinéma espagnol est sans doute actuellement le plus intéressant des cinémas européens, même s'il est méconnu en France et trop peu distribué. Citons cependant quelques-uns des films qu'on a découverts depuis un peu plus d'une décennie : Bigas Luna (*Jambon jambon*, 1992), Alex de la Iglesia (*Le Jour de la bête*, 1995, et *Mes chers voisins*, 2000), Alejandro Amenabar, (*Thesis*, 1996, *Ouvre les yeux*, 1997 et *Les Autres*, 2001) Iciar Bollain (*Fores de otro mundo*, 1999, et *Tu do mis ojos*, 2003), Julio Medem (*Les Amants du cercle polaire*, 1998, et *Lucia y el sexo*, 2002), Marc Recha (*Pau et son frère*, 2001), Guillermo des Toro (*Le Labyrinthe de Pan*, 2005), Marcelo Pineyro (*La Méthode*, 2005). Ces deux derniers étant actuellement sur nos écrans. Mais on ne peut que regretter d'être privé du dernier film

de Chus Guíterrez (*El Calentito*, 2005) ou bien de *Je sais qui tu es* (2000) et de 2004) de Patricia Ferreira ou encore des films de *Pour que tu ne m'oublies pas* (Basilio Martin Patino qu'hélas il est seulement possible de découvrir au hasard d'un festival). La liste est longue et les cinéastes espagnols trop peu connus.

Les Nouvelles Figures mythiques du cinéma espagnol (1975-1995). À corps perdus arrive donc à point nommé pour nous dresser un tableau de ce cinéma de l'outrance, de la subversion, de la transgression dans le nouveau rapport du corps à l'image, et cela à travers des films populaires, films culte ou importants dans un contexte sociétal. Dans son ouvrage, Pietsie Feenstra aborde principalement trois axes : « En premier lieu la relation entre le cinéma, en tant qu'institution, et sa culture. En deuxième lieu, les nouveaux mythes qui émergent et, en troisième lieu, le corps. » et, souligne-t-elle, « leur interaction agit comme un révélateur puisque tout d'abord le cinéma introduit par les images les interdits préexistants et centre notre regard : montrer les réalités de la société est une fonction importante des images ».

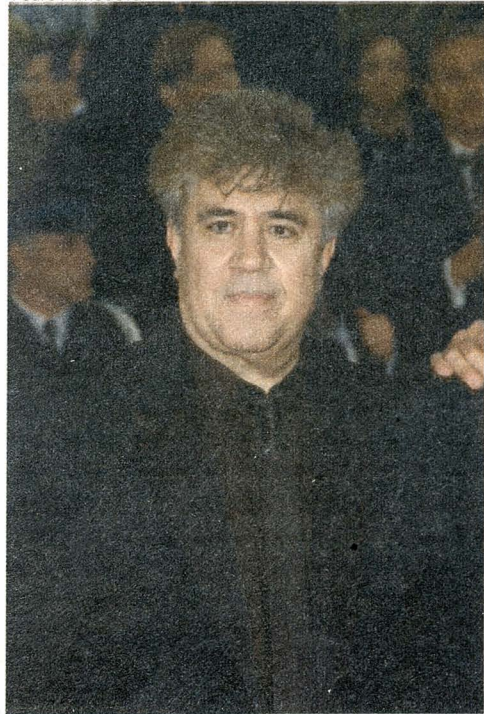
Elle introduit son analyse par un retour historique à la production cinématographique des années 1950 pour donner une idée du poids de la censure et des interdits. Il est vrai que de *Raza* (1941) — film écrit par Franco sous un pseudonyme pour glorifier l'idéologie franquiste — à *Talons aiguilles* (1991), les « figures mythiques » font un grand écart impressionnant, qui va, comme l'écrit Pietsie Feenstra, « de l'interdit à l'exhibition ».

Christiane Passevant

Pietsie Feenstra, *Les Nouvelles Figures mythiques du cinéma espagnol (1975-1995). À corps perdus*, L'Harmattan, 297 pages, 27 euros.

Pietsie Feenstra est l'invitée des
Chroniques rebelles le samedi 9
décembre à 13h30

Pedro Almodovar



Radio libertaire

Jeudi 7 décembre

Chronique hebdo à 10 heures: Analyse libertaire de l'actualité. Comment entrer dans le monde fascinant des créateurs de l'art brut? Entretien à « bâtons rompus » avec Laurent Danchin, pour son dernier ouvrage *Art Brut, l'instinct créateur* (« Découvertes» Gallimard), et aussi pour les 20 ans de la halle Saint-Pierre à Paris.

De rimes et de notes à 12 heures: Actualité de la chanson et du spectacle. Invités: Christiane Courvoisier, pour son spectacle sur la guerre d'Espagne (samedi 16 décembre à 20 h 30 au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès à Ivry-sur-Seine); Thomasi, pour son spectacle (jeudi 7 décembre à 20h30, au Zic Zinc, 39, rue Saint-Maur, Paris 11^e).

Vendredi 8 décembre

Koumbi à 10 heures: Super Rail Band 2006 (le 16 décembre de 18 heures à 22 heures). Une fête organisée par l'association Afrique partenaires services (qui réalise les émissions *Koumbi*), en hommage à la culture africaine et à celles des diasporas noires. Entrée libre. Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix Paris 4^e. Métro Rambuteau. Au programme: exposition de peinture sur tissu avec Magali Mobetie, théâtre comique avec Souria Adele, concerts avec Abby Surya (RDC) et Nanou Coul (Mali), défilé de mode avec June, poésie et slam.

La grenouille noire à 21 heures: Anarchisme et écologie. Cette émission sera consacrée à la publicité et son impact nuisible sur l'environnement. On parlera notamment de l'action nationale de déversement de prospectus publicitaires, qui aura lieu le 9 décembre. Invités: Résistance à l'agression publicitaire; les Déboulonneurs; Alliance pour la planète.

Samedi 9 décembre

Chroniques rebelles à 13h30: Débats, dossiers, rencontres... Les nouvelles figures mythiques du cinéma espagnol (1975-1995): *À corps perdus* de Pietsie Feenstra (L'Harmattan), avec l'auteure.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure à 19 heures: Magazine mensuel des livres, de la musique et du cinéma. Invités: l'écrivain Daniel Arsand, pour son dernier roman *Des chevaux noirs* (éditions Stock); la chanteuse Austine, auteure, compositrice, interprète, pour son album *Ouh la la la* (3rd Side Records / distr. Discograph), par Thierry Hervieu et Francis Gavelle.

Dimanche 10 décembre

Tempête sur les planches à 14 heures: Actualité du théâtre. Des explorations transgenres: Claude Guerre renouvelle la Maison de la Poésie et met en scène *La Récréation du monde*, de et avec Laurence Vielle et deux musiciens — un espace de liberté. D'autres jouent avec la contrainte: *Gaff Aff*, un théâtre corporel, musical et déjanté. Un danseur-mime-acrobate et un DJ, pour parler de la perte de l'homme dans la jungle des villes.

Lundi 11 décembre

Lundi matin à 11 heures: Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

Ça urge au bout de la scène à 21 heures: Magazine de la chanson vivante. Programme de chanson française, par les deux Bernard.

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22h30: Humour et humeur noirs. Revue de presse politiquement incorrecte... Avec le professeur Dupont d'Isigny, le Marie de Jeanne, Lorenzo, Cédric de la Trique, de l'ordre des Carmélites pentus.

Mardi 12 décembre

Le Parisien libertaire à 8 heures: Paris en lutte! Passage en revue, non exhaustif et militant, de l'actualité parisienne. L'Agenda militant. Et du Ferré qui traîne sur le comptoir...

Idéaux et débats à 18 heures: Les bonnes nouvelles! Invitées: Delphine Coulin, pour *Une seconde de plus* (Grasset); Chantal Pelletier, pour *Noir caméra!* (Fayard).

Paroles d'associations à 19h30: Magazine de la vie associative et culturelle. Sylvie reçoit le *Théâtre du mouvement*, et il sera aussi débattu des suites de la lutte des 1 000 de Cachan.

Mercredi 13 décembre

Blues en liberté à 10h30: Émission musicale blues. Texas Alexander, l'ancêtre du blues texan.

Le manège à 14 heures: Littérature et cinéma. L'invitée littéraire: Zahia Rahmani, pour *France, récit d'une enfance* (aux éditions Sabine Wespieser), par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Léo 38 à 16 heures: À l'heure du goûter. Reggae et autres, avec Shanti D., Papa Laurent et Papa Frédéric... lève ton doigt en l'air, Libertaire!

Femmes libres à 18h30: Femmes qui luttent, femmes qui témoignent. Avec pour invitée Fethi Benslama, pour son ouvrage *Déclaration d'insoumission à l'usage des musulmans et de ceux qui ne le sont pas* (aux éditions Flammarion).

Ras les murs à 20h30: Actualités des luttes de prisonniers. Invités: Stéphanie et Jean, de l'OIP, pour parler du numéro de *Dedans Dehors* sur les états généraux des prisons.

89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 7 décembre

Paris 20^e

Le théâtre de la Balancelle et Monique Surel-Tupin présentent *Je viens de la solitude...*, une soirée avec Armand Robin. Avec Nicolas Mourer, à 20h30, à l'espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades. Métro Pyrénées.

Vendredi 8 décembre

Besançon (25)

Conférence-débat avec Jacques Lésage de La Haye, autour de son livre *La Mort de l'asile*, sur le mouvement antipsychiatrique, à 20h30, à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Paris 20^e

Débat sur le dernier livre d'Alain Bihr, *La Préhistoire du capital*, à 20h30, au 33, rue des Vignoles, métro Avron.

Périgueux (24)

Le groupe Emma Goldman, de la Fédération anarchiste, et le collectif libertaire Marius-Jacob vous invitent, dans le cadre de ses cafés libertaires, à un vidéo-débat sur la Commune de Oaxaca, chronique d'une insurrection, à partir de 20h30, au café associatif les Thétarts, 3, rue Sully à Périgueux.

Caen

Le squat « La mauvaise herbe » fête son premier anniversaire ! 20h30 - Théâtre : *Les soliloques du pauvre*, créé par la Compagnie du Grenadin et interprété par José Escamez.

Paris 20^e

Voir jeudi 7 décembre.

Samedi 9 décembre

Saint-Saëns (76)

Diffusion du documentaire *Putain d'usine*, d'après le livre de Jean-Pierre Levaray, à 21 heures, au cinéma Théâtre, place Maintenant.

Saint-Brieuc (22)

De 15 heures à 18 heures, petite salle Robien. Fabrice, militant syndicaliste, nous présentera la Charte d'Amiens

de 1906 et son actualité dans les luttes sociales et syndicales d'aujourd'hui, ainsi que des témoignages sur les grèves de 1936 et le camp de réfugiés espagnols sur Saint-Brieuc par un acteur direct de l'époque : Pierre Petit. Discussions autour des mouvements sociaux et des expériences anarchistes d'hier et d'aujourd'hui. Table de presse (livres, brochures anarchistes). Entrée libre. Organisé par le groupe Jean-Souvenance de la Fédération anarchiste, c/o CEL, 1, rue Yves-Creston, 22000 Saint-Brieuc.

Gap (05)

Projection de micro-reportages militants variés à la salle Le Royal, rue Pasteur, dans une ambiance conviviale. Buffet léger et tables de presse sur place. C'est gratuit. Venez nombreux ! Ouverture des portes 20h30. Renseignements : 0402510451 / gel-05@wanadoo.fr. Organisé par le GEL-05 de la Fédération anarchiste.

Chambéry (73)

Projection d'une vidéo sur l'insurrection de Oaxaca (16 minutes), suivie du documentaire *Vivre l'utopie*, de Juan Gamero, F. Rios, Mariona Roca, Mitzi Kotnik, sur les anarchistes et la révolution sociale de 1936 en Espagne, à 18 heures, à la salle Jean-Renoir, 50, rue Nicolas-Parent. Apéro, table de presse. Entrée gratuite. Pour nous contacter : FA73@no-log.org

Lyon (07)

Rencontre et débat avec J. Bézécourt, auteur du livre *Contre Benoit XVI. Le Vatican, ennemi des libertés* (Ed. Syllepse), à la librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe. Tél. : 0478610225.

Caen

Le squat « La mauvaise herbe » fête son premier anniversaire ! 14 heures : projection de *Búsqueda Piquetera*, documentaire sur la lutte en Argentine en 2001, suivie d'un débat sur l'autonomie et les pratiques alternatives. 18h30 : concert Gilles Grelet, l'harmonie

municipale de Mufflins, Okuvida.

Paris 20^e

Voir jeudi 7 décembre.

Dimanche 10 décembre

Paris 20^e

Le théâtre de la Balancelle et Monique Surel-Tupin présentent *Je viens de la solitude...*, une soirée avec Armand Robin. Avec Nicolas Mourer, à 17 heures, à l'espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades. Métro Pyrénées.

Lundi 11 décembre

Nîmes

Débat sur le thème « L'autogestion, passé et présent et pour un autre futur », à 20 heures, au Mille Feuilles, 12, rue Saint-Mathieu.

Mercredi 13 décembre

Sarlat (24)

« Débats libertaires » sur le thème de la décroissance organisés par le groupe Drapeau-noir-Périgord de la Fédération anarchiste au Café Lébéro, 5, rue Jean-Jacques-Rousseau.

Lorient (56)

Le groupe libertaire Francisco-Ferrer (FA Lorient) organise, le mercredi 13 décembre, à partir de 20 heures, à la cité Allende, 12, rue de Colbert, salle audiovisuelle, la projection du film *Land and freedom* de Ken Loach sur la guerre civile et la révolution espagnole de 1936. Pourquoi Ken Loach a pu choisir un tel sujet ? Quel enseignement tirer de la révolution espagnole pour les luttes d'aujourd'hui ? Entrée libre, table de presse.

Macôn (71)

Le groupe Libertaire de Macôn et le groupe la Vache noire de la FA appellent à un rassemblement de soutien à Camille Baud, jugée pour refus de fichage ADN pour « présomption de consommation de cannabis », à 16 heures, au tribunal de Macôn, 8, rue de la Préfecture.

Chanson de Jacques Brel illustrée par Laurent Melon

Paroles de poètes révoltés (Les éditions libertaires)

Un jour le diable vint sur terre,

il a
tout vu le diable,
il a
tout entendu

à la fin du banquet, il s'est levé le diable,
il a dit.

Il y' a toujours un peu partout
des feux illuminant la terre ça va

Les
hommes
s'amuse^{nt}
comme des fous
aux
dangereux jeux
de
la guerre

ça va

On
traite
les braves
de fous,
et les poètes
de nigauds
Mais dans
les journaux
de
partout . TOUS les salauds ont leur photo

un jour le diable vint sur terre,
pour surveiller ses intérêts,

après

Il est
retourné
chez lui, là-bas,

il a prononcé un discours, il a dit ceci,

Les trains déraillent avec fracas,
parce que des gars plein d'idéal

mettent
des
bombes
sur
les voies

ça
fait
des morts
originales

ça fait des morts
sans
confession

des confessions
sans
rémission
ça va, ça va
ça va

ça
va

Jacques BREL